



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-04-1/ 2021-04-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} avril.

Les Fardc disent avoir renforcé la coopération avec les armées de la sous-région pour enrayer les groupes armés. Dans un communiqué, les Fardc disent avoir entrepris des contacts avec toutes les armées des pays voisins en vue d'arrêter des stratégies appropriées pour éradiquer définitivement le phénomène groupes armés locaux et étrangers qui endeuillent les populations de la RDC et de la sous-région. Dans cette perspective, les Fardc affirment privilégier le renforcement de la coopération militaire, les concertations régulières entre les armées de la région ainsi que la mutualisation des efforts et de renseignement. Pour l'armée congolaise, l'objectif poursuivi dans cette coopération militaire est de combattre avec efficacité et neutraliser de manière définitive tous les groupes armés. Il s'agit notamment des ADF/ MTM, FDLR, FNL et de toutes les autres forces négatives externes et locales qui perturbent la paix dans la sous-région. « Les efforts ainsi conjugués par tout le monde visent l'intégration économique régionale dans un environnement sécurisé ».

Tshuapa : le gouverneur réclame une assistance pour les victimes des affrontements meurtriers de Monkoto, qui ont opposé en janvier des membres des communautés bantous et pygmées dans le territoire de Monkoto. A l'en croire, de nombreuses personnes se sont réfugiées dans la forêt où elles vivent dans la précarité. Les enfants ne vont plus à l'école.

L'ONG Solidarité pour les Pauvres (SOPA), basée à Boende et qui a enquêté sur ces incidents intercommunautaires à Monkoto, parle de 62 morts et de 1 215 habitations incendiées. Sept écoles, sept églises et trois centres de santé ont également été détruits.

Beni : 29 civils tués et 50 enlevés dans des attaques attribuées aux ADF, dans les villages de Moliso, Beu-Manyama et Musangwa dans le territoire de Beni. Avant de s'attaquer aux populations civiles, les assaillants avaient également pris d'assaut une position des militaires du 2101e régiment de l'armée congolaises basés dans cette zone.

500 millions USD de la Banque mondiale pour améliorer l'accès aux infrastructures et aux services à Kinshasa. Selon la Banque mondiale, ce projet dénommé «Kin Elenda» devrait profiter «aux habitants les plus vulnérables de Kinshasa en améliorant l'approvisionnement en eau et en augmentant la résilience du réseau électrique, en particulier grâce au recours à des énergies renouvelables». Dans le cadre de ce projet, il est également prévu la création d'espaces verts dans les quartiers de Kisenso, Ndjili, Matete et Lemba. «Compte tenu des immenses défis auxquels la ville doit faire face, ce projet ouvrira la voie à un engagement à plus long terme de la Banque mondiale à Kinshasa, dans le cadre d'une série d'opérations dont le but est d'améliorer les conditions de vie des 9 millions de pauvres qui y vivent », fait savoir, le responsable du pôle Développement urbain, résilience et foncier en Afrique de l'Est et australe à la Banque mondiale.

Enlevé il y a une semaine, un garçon de 13 ans relâché par ses ravisseurs à Kalemie. Le garçon a été découvert abandonner à proximité du bâtiment de la poste dans le centre de la ville de Kalemie. La victime, apparemment droguée, ne semblait pas en possession de tous ses moyens. Il dit avoir mangé seulement le premier jour de sa captivité. Les autres jours, il est resté sans s'alimenter, enfermé dans une pièce obscure. D'autres personnes étaient en captivité avec lui. Les ravisseurs les soumettaient également à des travaux comme la lessive et le nettoyage de la vaisselle.

Haut-Katanga : Kyungu wa Kumwanza met l'accent sur le contrôle parlementaire pour la session de mars. Le président de l'assemblée provinciale du Haut-Katanga a déclaré que le contrôle parlementaire était une expression de la vitalité démocratique et un gage de bonne gouvernance. Il a prévenu que cet outil prévu par la constitution ne devrait pas devenir un objet de chantage ou de répression politique. Par ailleurs, M. Kyungu a stigmatisé l'activisme des miliciens Bakata Katanga qui troublent l'ordre public et la quiétude des paisibles citoyens.

Décès de l'archevêque de Lubumbashi, Mgr Jean-Pierre Tafunga. « L'archidiocèse de Lubumbashi a la profonde douleur d'annoncer le décès de Mgr Jean Pierre Tafunga, archevêque métropolitain de Lubumbashi, écrit le vicaire général, dans sa note d'information. Décès survenu à Pretoria en Afrique du Sud ce 31 mars de suite d'une maladie ». C'est le 31 juillet 2008, qu'il a été nommé par le pape Benoît XVI archevêque coadjuteur de Lubumbashi avec droit de succession. Le 1er décembre 2010, il est devenu le quatrième archevêque métropolitain de Lubumbashi.

Nord-Kivu : un mort et des blessés lors des échauffourées à Butembo. A la base, la population en colère, exigeait qu'un véhicule qu'elle soupçonnait transporter des munitions soit fouillé. Après la fouille il n'y avait pas de munition ni arme. « mais à bord de ce véhicule il y avait deux femmes des militaires. L'épouse du premier sergent – major chauffeur du général Opia. Cette femme quittait Lubero pour Komanda. Il y avait aussi l'épouse du sergent, garde du corps du général Opia. Quand on fouillait le sac, on a remarqué un tricot militaire et une chemise militaire. Ce qui a fait déborder le vase, la foule était très dense, elle voulait à tout prix bruler le véhicule voire la marchandise. Et il y a eu beaucoup de jets des pierres. La police devait disperser la foule, pour protéger le véhicule, les biens et même le bâtiment de la mairie».

Ituri : les habitants de Walendu Tatsi saluent le travail abattu par les casques bleus de la Monusco. Le président de la société civile du secteur de Walendu Tatsi l'a déclaré mardi 30 mars au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en charge des opérations et de la protection, Khassim Diagne. La population locale cite par exemple la dernière intervention des soldats de la Paix à Kparangaza le week-end dernier qui a permis de déjouer une attaque des miliciens du groupe armé de la Codeco. Ils demandent à la Monusco d'intensifier ses patrouilles dans cette zone.

L'ODEP s'inquiète des conséquences du «blocage institutionnel» sur les finances publiques. L'Observatoire de la dépense publique (ODEP) note, dans un communiqué publié ce jeudi 1er avril, qu'aucun conseil de ministres ne s'est tenu depuis 4 mois ; alors que le gouvernement est démissionnaire. « La situation se justifie par le fait que les ministres censés mettre en œuvre les mesures d'encadrement de recettes sont démissionnaires», note l'ODEP, qui signale un déficit mensuel de 14 millions de dollars américains (256 millions de dollars de recettes contre 270 millions de dépenses). L'ODEP déplore également que l'Etat prenne en charge « deux Premiers ministres ».

Gestion des fonds affectés dans la réhabilitation des routes au Sud-Kivu : la société civile exige des explications. Il s'agit notamment la route Rn29b qui mène à la frontière Ruzizi 2 et le Boulevard Lumumba menant vers la frontière Ruzizi I. La société civile plaide pour un audit financier par l'Inspection générale des finances.

Kwilu : le gouverneur annonce les travaux de réhabilitation de la route nationale, coupée à Masamuna. Il rappelle que la route nationale N°1 est l'apanage strict du pouvoir central. « Mais comme ça passe par notre province, nous pouvons prendre des premières dispositions, en attendant que l'autorité nationale n'arrive » Selon lui, les travaux seront également effectués au niveau de Gungu, où la route s'est coupée en deux après la pluie de lundi dernier. « Que la population soit calme, d'ici deux jours, il y aura déjà une solution palliative. Mais, les gros travaux seront faits pendant la saison sèche »

Beni : arrestation de plusieurs jeunes dans le quartier Tamende. Selon des témoins, tout a commencé l'avant midi de mercredi quand un groupe de jeunes, identifiés comme militants du groupe de pression la Véranda Mutsanga, ont envahi la résidence de l'armée, où plusieurs détenus étaient gardés par les services de renseignement dans le quartier Kalinda. Les forces de l'ordre se sont déployées très rapidement pour contenir les manifestants, qui résistaient aux coups de tirs de sommation et des gaz lacrymogènes. Certains jeunes ont été interpellés lors de ces incidents. Après cet incident, les forces de l'ordre ont été à nouveau dans le quartier pour une « patrouille de domination de terrain. » A cette occasion, une trentaine de jeunes ont été interpellés et gardés au cachot de la police, en attendant leur audition.

Sud-Kivu : les FARDC récupèrent 15 vaches volées par les Maï-Maï à Katoke. Des hommes armés, identifiés aux Maï-Maï Biloze Bishambuke, ont pénétré par effraction dans un pâturage du village de Katoke et pillé des vaches appartenant au chef du village et à d'autres bergers. Les assaillants ont tiré quelques coups de feu, qui ont alerté les troupes des FARDC positionnées à Kabembwe. Les militaires se sont précipités vers la zone concernée et ont riposté. Les Maï-Maï ont été contraints de fuir, en laissant derrière eux toutes les vaches pillées.

Kasai-Oriental : le gouverneur Jean Maweja destitué pour « incompétence notoire ». Sur 17 députés provinciaux présents à la plénière, 13 ont voté pour son départ. Il est reproché au gouverneur déchu, le « détournement des deniers publics et l'incompétence notoire. »

Le président du conseil économique et social déplore la présence prolongée de deux Premiers ministres. La RDC a en ce moment deux Premiers ministres, qui ne fonctionnent pas pleinement. Entre-temps, la situation socioéconomique ne fait que se dégrader, a déclaré le président du conseil économique et social, Jean-Pierre Kiwakana, jeudi 1^{er} avril, à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire de cette institution. Il appelle les politiciens congolais à mettre de côté leurs intérêts personnels pour privilégier ceux de la population, qui n'a que trop souffert.

Beni : rareté de produits vivriers à la suite de l'insécurité. Tous les axes où ces femmes vont se ravitailler sont sous menaces des groupes armés. Tout comme le fait qu'elles sont en perpétuel déplacement ne leur facilite pas la tâche. L'insécurité a un impact direct sur les activités de ces marchandes.

Maniema : plus de 200 maisons incendiées lors des affrontements entre deux groupes Maï-Maï à Kabambare. Des affrontements ont opposés deux groupes de miliciens Maï-Maï dans la nuit de mardi à mercredi 31 mars, dans le village Katimba, dans le territoire de Kabambare (Maniema). Les habitants de ce village ont vidé le lieu. Le bilan de ces affrontements fait état de plus de 200 maisons incendiées. Le député provincial élu de cette circonscription électorale plaide pour une aide humanitaire aux victimes qui se trouveraient dans la forêt.

Vendredi 2 avril.

Huit combattants ADF tués lors des combats avec l'armée à Beni. Il s'agit du groupe des rebelles ADF qui avaient exécuté en début de semaine une vingtaine de civils, en représailles à la mort de leurs camarades tués lors des affrontements au village de Beu -Manyama.

127 millions USD pour la modernisation du port de Kalemie. Le gouvernement de la RDC et l'entreprise chinoise Gezhouba International Engineering ont signé jeudi 1^{er} avril à Kinshasa un contrat de 127 millions de dollars américains pour l'exécution des travaux de réhabilitation et de modernisation du port de Kalemie dans le Tanganyika. Le port, une fois modernisé, aura une incidence réelle sur la vie économique de neuf provinces congolaises. Il va aussi booster le commerce sous régional en ouvrant la RDC aux pays de l'Afrique de l'Est, estime-t-on du côté du ministère de l'Industrie.

Corneille Nangaa bientôt devant les députés pour présenter le rapport général des dernières élections. « Un débat républicain est en cours en rapport avec les réformes électorales et le 4^e cycle électoral qui va nous conduire aux élections de 2023. Ce débat républicain mérite que la CENI vienne donner des éléments à la représentation nationale. Parmi ces éléments, on note l'audit du rapport général du processus qui part de 2012 à 2019, mais aussi donner des recommandations en termes des perspectives pour les réformes qui se préparent », a expliqué le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) Corneille Nangaa.

Des miliciens APCLS et Nyatura occupent deux localités à Masisi. Jeudi 1^{er} avril, deux positions militaires de Lushebere et de Kuhongole ont été incendiées par des miliciens de cette coalition. De violents affrontements s'en sont suivis jusqu'en début d'après-midi. Les habitants de la zone ont vidé leurs villages pour trouver refuge à la cité de Masisi ainsi qu'à Katala et Burugi. Les chefs locaux regrettent que malgré l'avancée de l'armée, des miliciens parviennent à réoccuper certains villages. Ils demandent aux militaires de consolider leurs positions dans les villages récupérés.

Paix et stabilité en RDC : le Conseil de sécurité se félicite des efforts du président Tshisekedi. Dans cette déclaration qui fait suite à la réunion du 30 mars sur la situation en RDC et sur les activités de la Monusco, les Quinze, après avoir entendu un exposé de la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, Bintou Keita, ont pris note de l'action menée en vue de la formation d'un Gouvernement qui mettra en œuvre les engagements pris par le Président Tshisekedi de réaliser l'unité nationale, de renforcer l'état de droit et de favoriser l'inclusion politique et la consolidation de la paix. Ils ont également pris note de son intention d'avoir un Gouvernement composé de 30 % de femmes. Par ailleurs, le Conseil a salué les mesures prises par le chef de l'État congolais pour lutter contre la corruption et l'impunité et l'ont engagé à continuer d'agir, pour veiller à ce que le Gouvernement de la RDC respecte les droits

humains et les libertés fondamentales. En outre, le Conseil s'est dit inquiet de la situation humanitaire en cours, au vu de l'augmentation considérable du nombre de personnes qui ont besoin de protection et d'une aide humanitaire. Les Quinze « se sont déclarés préoccupés par la poursuite des violences intercommunautaires et la recrudescence de l'activité des groupes armés dans les provinces orientales de la RDC, notamment des Forces démocratiques alliées, au Nord-Kivu et en Ituri, et des nombreux groupes armés locaux au Sud-Kivu ».

Zone de libre-échange africaine : Jean-Lucien Bussa doit répondre aux inquiétudes des sénateurs. Après la présentation de ce texte, le ministre du Commerce extérieur a été appelé à éclairer les sénateurs sur les avantages et les inconvénients de l'entrée du pays dans cette zone de libre-échange. Le sénateur She Okitundu estime que ce projet de loi devrait être voté, expliquant que l'Assemblée nationale l'avait déjà fait. Pour lui, l'intérêt de ce débat est de permettre une meilleure compréhension du traité et donner la possibilité aux sénateurs d'attirer l'attention du gouvernement sur «les politiques publiques à prendre pour remplir des conditions qui doivent nous rendre compétitifs par rapport aux échanges avec les autres pays africains». Pour le président du Sénat, Modeste Bahati, ce texte devrait inciter le gouvernement à prendre des mesures pour une vraie planification de développement du pays.

Kasaï : près de 900 enfants en situation difficile à Bakwa Kenge, alerte une ONG. Cette localité a été récemment le théâtre d'affrontements communautaires meurtriers. «La situation de Bakwa Kenge est alarmante. Plus de 91 personnes sont décédées, parmi lesquelles 19 enfants. Il y a environ 25 000 personnes déplacées parmi lesquelles 890 enfants qui sont actuellement dans une situation déplorable avec leurs parents en brousse», explique-t-il. Ces enfants seraient privés de nourriture et de soins de santé. Il en appelle à une intervention des autorités et des humanitaires.

La société civile de Beni-Mbau dénombre 150 personnes tuées par des ADF en mars. La société civile du secteur de Beni-Mbau dans le territoire de Beni au Nord-Kivu a adressé le jeudi 1er avril une lettre ouverte au président de la République. Rien que pour le mois de mars, lit-on dans la lettre, on a dénombré plus de 7 attaques des rebelles ADF dans plusieurs villages qui ont coûté la vie à plus de 150 personnes et causé plusieurs disparus. La société civile de Beni-Mbau recommande aussi au gouvernement congolais de mettre en place un tribunal spécial et international pour juger les crimes commis à Beni par les rebelles ougandais des ADF. Les acteurs de cette structure citoyenne demandent aussi à la population de rester calme, de garder confiance en l'armée et de ne pas céder aux rumeurs et aux fausses informations.

Ituri : 21 miliciens Codeco condamnés à perpétuité pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Depuis décembre 2017, les miliciens du groupe armé de la CODECO sont accusés de pires exactions contre la population civile dans les territoires de Djugu, Irumu et dans une partie de Mahagi. Parmi eux, une centaine de miliciens sont déjà arrêtés par les forces de sécurité et déférés devant la justice. Il leur est reproché d'avoir commis des crimes graves qui violent le statut de Rome dans plusieurs villages du territoire de Djugu, notamment à Maze, Kobu, Blukwa, Kilo, Tsuba, Tolo et Beliba, pour ne citer que ceux-là. Parmi eux, 37 qui comparaissaient devant le tribunal militaire de garnison de l'Ituri à Bunia. Ils étaient poursuivis pour l'assassinat le 10 juin 2018 à Kobu, région minière dans le territoire de Djugu, du président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC).

Tanganyika : hausse des prix des biens de première nécessité à Manono. Selon la FEC, cette hausse des prix est constatée à la suite de la dégradation de l'axe routier Manono-Lubumbashi qui assure le trafic commercial privilégié entre les deux agglomérations. L'Administrateur de territoire, Pierre Mukamba Kaseya rappelle que les commerçants ont contribué pour la réhabilitation dégradée de ce tronçon, mais la reprise des travaux traîne.

Sud-Kivu : trois membres du bureau de l'assemblée provinciale visés par une pétition de déchéance. Le président du bureau de l'assemblée provinciale, le rapporteur et le rapporteur adjoint sont visés par une pétition de déchéance. Sont mis à charge de ces trois membres du bureau : le refus de convoquer la session extraordinaire ; l'absence de redevabilité ; sabotage des résolutions de l'Assemblée provinciale ; la gestion administrative calamiteuse ; l'opacité dans la gestion financière provinciale, dont le détournement de 10 000 dollars américains, comme complément à la dotation mensuelle de l'Assemblée provinciale par le gouvernement provincial.

Le Sénat vote la loi de ratification de la Zone de libre-échange africaine. « Sur les 109 membres qui composent le Sénat, 78 sénateurs ont été présents. 75 ont voté pour la ratification de la loi de la ZLECAF. Deux se sont abstenus et un a voté non ». Le ministre d'Etat, ministre du Commerce extérieur Jean Lucien Bussa qui a répondu aux questions des sénateurs, indique que cette loi « va démanteler les tarifs douaniers entre les pays africains. » Les sénateurs ont aussi poursuivi l'examen de la proposition de loi déterminant les principes fondamentaux relatifs à la recherche scientifique et à l'innovation technologique, initiée par le sénateur Guy Loando. Après audition de son initiateur, la proposition de loi a été confiée à la commission mixte Économie et finances, et Infrastructure et aménagement du territoire, pour examen approfondi.

Samedi 3 avril.

Menaces contre les humanitaires : le gouverneur du Nord-Kivu appelle la population à la retenue et au calme. Carly Nzanu Kasivita réagit ainsi aux tracts lancés sur les réseaux sociaux à travers l'opération dénommée " Zéro humanitaire dans l'Est de la RDC". Tout en partageant avec la population les afflications qu'elle récent face aux massacres et autres formes d'insécurité, le gouverneur Kasivita pense que personne ne peut se faire justice. Surtout pas s'attaquer à la Communauté internationale qui est au service des vulnérables et des déplacés notamment. Le Nord-Kivu compte une forte présence des humanitaires qui œuvrent dans les secteurs des urgences et de développement, à la suite de la situation d'instabilité qu'elle traverse depuis plus d'une décennie.

Les défis sécuritaires dans la région de Beni au centre des échanges entre Khassim Diagne et la société civile. Les deux parties ont discuté sur les défis sécuritaires dans la région de Beni. « Au cours des entretiens, nous avons recommandé à Khassim Diagne, représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC pour la protection et les opérations auprès de la Monusco de relever les défis sécuritaires. Nous avons dit qu'avec les massacres qui se passent à Beni, la population est fatiguée et tout le monde est fatigué (...) Il nous a rassurés et il nous a promis le feu...», a rapporté le président de la société civile ville de Beni.

Kasaï : retour au calme après des accrochages ethniques à Bakwa Kenge. Le ministre provincial de l'Intérieur du Kasaï attribue ce retour au calme à la présence des agents de l'ordre dans cette cité. Il a également exprimé la volonté de son gouvernement de maintenir ce climat de paix et de faire revenir les familles qui sont encore en brousse. On estime autour de 22 à 25 000 personnes, les habitants qui sont en brousse.

La Grande-Bretagne apporte son appui technique pour la stabilité de l'Est de la RDC. Concernant la lutte contre l'insécurité dans la partie Est de la RDC, l'ambassadrice de la Grande a confirmé la poursuite de l'appui technique de son pays pour la stabilité de la RDC et l'éradication de l'insécurité dans l'Est du pays. L'Ambassadrice a aussi fait part de la volonté du Royaume-Uni de traiter en priorité, lors de la COP 26, la question de l'amélioration du financement contre le changement climatique en Afrique, avec la protection des forêts et l'investissement dans l'énergie renouvelable.

COVID-19 en RDC : 75 nouvelles guérisons enregistrées le 2 avril. « Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 28.291 cas confirmés. Au total, il y a eu 745 décès et 25.587 personnes guéries », comptabilise le bulletin.

Sit-in des femmes au Palais de la Nation pour exiger le quota de 30% dans le prochain gouvernement. « Notre revendication se base sur la parité. Nous n'arrivons pas à comprendre que la femme représente 56% de la population congolaise, mais elle n'arrive jamais à atteindre ne fût-ce que 30% du quota qui nous a été donné pour participer à la chose publique », s'indigne Mme Viviane Mayenge, actrice politique et sociale. Une délégation de ces femmes venues de plusieurs catégories sociales et professionnelles ainsi que de diverses familles politiques de l'Union sacrée a déposé un mémorandum contenant leurs revendications au directeur de cabinet du chef de l'Etat. Tout s'est passé sans incident.

L'ONUDI va développer un programme de l'industrialisation accélérée de la RDC. « Nous sommes venus annoncer au Premier ministre que l'Organisation des Nations Unies pour le développement Industriel va, en collaboration avec le gouvernement qui va être mis en place, développer un programme de l'industrialisation accélérée du Congo. On a noté l'engagement du Premier ministre à conduire le pays avec une nouvelle stratégie économique qui n'est pas axée uniquement sur les minerais, mais qui renforce aussi l'agro-industrie pour créer davantage d'emplois », a indiqué le directeur régional de l'Onudi. Il s'engage avec le Premier ministre dans la voie de la transformation en RDC des produits locaux à un niveau optimal de qualité pour qu'ils soient compétitifs sur le marché intérieur et international.

Kasaï-Central : 4 morts et des blessés dans un accident de circulation à Kalonga. Plusieurs blessés ont aussi été enregistrés. L'administrateur du territoire de Dibaya, attribue ce drame à l'excès de vitesse et l'ivresse au volant du chauffeur. Le véhicule s'est renversé à la hauteur du village Kalonga, dans le secteur de Dibanda.

Des ONG plaident pour des mesures urgentes pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. Cet appel, expliquent-ils, est motivé par la situation des défenseurs des droits de l'homme qui devient préoccupante dans plusieurs provinces du pays. Ces activistes alertent sur différents cas des menaces, d'arrestation et détention arbitraires, de torture, d'enlèvement, de privation des libertés publiques (notamment la liberté d'expression et de manifestation) et autres menaces de sécurité en raison de leurs activités de promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils rappellent que la déclaration conjointe du 29 janvier 2021 signée par 140 organisations de la société civile œuvrant en RDC dénonçant la dégradation de la situation des défenseurs des droits de l'homme au cours de l'année 2020 est restée lettre morte.

Dimanche 4 avril, Pâques.

Lamuka condamne l'interpellation de 52 personnes par la police à Bunia, au cours d'un bouclage qu'elle a organisé dans la nuit de jeudi à vendredi aux quartiers Ndibakodu et Simbiliabo en commune Shari. Lors de cette opération, la police dit avoir récupéré 50 munitions de guerre et d'autres effets militaires dans certaines habitations. Devant la presse ce samedi 3 avril, le porte-parole de Lamuka en Ituri, accuse la police de s'en prendre aux simples citoyens qui n'ont rien à voir avec le problème d'insécurité dans la ville. En réaction, le porte-parole de la police en Ituri, affirme au contraire que son service n'a fait que son travail et avec professionnalisme. Selon lui, les personnes interpellées sont en pleine audition et celles qui n'ont rien à se reprocher vont être libérées.

Kinshasa : début de négociations entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan sur les eaux du Nil. Une conférence ministérielle sur le barrage de la renaissance s'ouvre ce dimanche 4 avril à Kinshasa. Il s'agit de ce grand projet de l'Éthiopie, presque achevé, consistant en la construction du plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique. Un barrage qui capte les eaux du fleuve Nil, dont la gestion constitue une pomme de discorde entre trois états notamment l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan. Depuis des décennies, plusieurs négociations pour éviter un embrasement de la situation n'ont toujours pas abouti au résultat escompté : la fin de la mésentente. D'où cette initiative de l'actuel président de l'Union africaine, Félix Antoine Tshisekedi. Durant son séjour au Caire, le président égyptien, Abdel Fatah Al Sisi, l'avait interpellé sur la question de cette gestion des eaux du fleuve Nil. Par la suite, l'Éthiopie ainsi que le Soudan ont dépêché tour à tour leurs émissaires à Kinshasa toujours sur la même question. En début mars de cette année, l'Égypte et le Soudan ont proposé la formation d'une médiation quadripartite, dirigée par la RDC pour relancer les négociations sur le barrage que construit l'Éthiopie sur le Nil. L'Union africaine, les Nations unies, l'Union européenne et les États-Unis ont ainsi été désignés pour faire partie de ce quartet international, dont la mission sera d'arbitrer les pourparlers. Pour Addis Ababa, le barrage de la Renaissance est essentiel à son développement économique et à son électrification. De leur côté, Khartoum et Le Caire, pour qui la dépendance au fleuve Nil est estimée à 97 % pour ce qui est de leur approvisionnement en eau, craignent que la digue ne restreigne leur accès à cette ressource vitale. **Les négociations sur les eaux du Nil à Kinshasa marquent le retour de la RDC sur l'échiquier panafricain.** « Se réunir à Kinshasa en présentiel est une étape importante, qui exprime la confiance des pays concernés dans le leadership de la RDC. Ça marque, une fois de plus de façon significative, le retour sur l'échiquier panafricain et sur la scène internationale de la RDC », estime le professeur Ntumba Luaba.

Sud-Kivu : le gouverneur Theo Nguabidje interpellé à l'assemblée provinciale. La question écrite du rapporteur de l'assemblée provinciale au gouverneur de province exige des explications sur la construction des quatre ports maritimes promis par le chef de l'Etat en octobre 2019. Cette promesse avait été faite lors des naufrages qui avaient endeuillé plus de 45 familles du territoire de Kalehe. Le député Jacques Kamanda dit détenir des informations selon lesquelles les fonds de construction de ces ports auraient été déjà été décaissés par le gouvernement central. Ainsi demande-t-il au gouverneur de lui communiquer le montant exact et la date du début des travaux. Autre préoccupation du même député, c'est la justification des fonds alloués à la réhabilitation de la route nationale sur le tronçon reliant la ville de Bukavu à celle de Goma. Ces fonds rentreraient dans le cadre du programme des 100 jours du chef de l'Etat.

Nord-Kivu : environ 30 écoles fermées à la suite de l'insécurité à Ikobo. L'absence d'activités scolaires fait suite aux affrontements récurrents entre les groupes armés dans cette zone. Craignant pour leur sécurité, les enseignants et les écoliers ne se présentent plus dans les écoles depuis plusieurs semaines. Plusieurs familles dans cette contrée ont également abandonné leurs habitations, à cause de l'insécurité, et restent en leurs milieux de refuge.

Cholera : vaccination sur fond des résistances au Haut-Katanga. Dans certains quartiers, les vaccinateurs ont vu certaines personnes opposer de la résistance s'imaginant qu'il s'agissait du vaccin contre le Coronavirus. A d'autres endroits, les vaccinateurs ont même été molestés. Commencée le 29 mars dernier, cette campagne concernait 14 de 27 zones de santé de la province du Haut-Katanga préalablement sélectionnées à cause de la résurgence des cas de choléra. Elle concernait les enfants âgés d'un an et plus ainsi que les adultes tout âge confondu. Cette campagne était accompagnée de messages de sensibilisation pour que la population ciblée comprenne le bien fondé de se faire vacciner.

Beni : tension à la suite d'une altercation entre policiers et jeunes de Mulekera, qui tentait d'incendier la résidence d'un présumé bandit dans cette partie de la ville. Les policiers ont fait usage des gaz lacrymogènes et des tirs de sommation pour disperser les manifestants. Ces jeunes ont tenté également de mettre le feu au sous commissariat de police à Ndindi,

Nord-Kivu : le maire de Butembo appelle la population au calme. Il réagissait ainsi aux appels à la violence lancé par certaines organisations de la société civile du Grand Nord, contre les humanitaires et la Monusco. Selon lui, le président Félix Antoine Tshisekedi et le gouverneur de province se battent « pour que nous puissions voir la fin de ces tueries et assassinats. Donc, nous comptons sur la responsabilité des uns et des autres pour que nous puissions survivre. »

Nord-Kivu : Filimbi dément son implication dans les appels à la violence. « Nous ne sommes nullement impliqués de près, ou de loin, aux appels lancés par les groupes de pression du Grand Nord de la province, dont la Veranda Mutsanga, sur les actions violentes à mener aux bases de la Monusco et des ONG humanitaires en province », a indiqué ce weekend à Radio Okapi, le mouvement citoyen Filimbi. Ce dernier se dit un mouvement non-violent et contredit tout groupe de pression qui l'implique dans cette démarche violente. Hervé Amani Chebeya, chargé de l'idéologie au sein de Filimbi/Nord-Kivu appelle les jeunes à manifester pacifiquement pour réclamer la paix à Beni. Pour lui, ce n'est pas par la violence qu'on va résoudre les problèmes de Beni.

Beni : des mandats d'amener lancés contre les leaders du groupe pression « La Veranda Mutsanga ». Dans une information judiciaire ouverte en charge de ces personnes, la justice militaire les accuse d'avoir organisé un mouvement insurrectionnel dans le but de s'attaquer aux personnels de la Monusco, des agences des Nations unies, des ONG internationales, et d'inciter à la haine tribale pour troubler l'ordre public dans la ville de Beni. La justice militaire demande à tous les services de sécurité et de renseignements de rechercher activement Fiston Isambiro et tous les membres de « La Veranda Mutsanga », afin de les ramener à Goma où siège l'auditeur militaire supérieur opérationnel du Nord-Kivu.

Gestion des eaux du Nil : Félix Tshisekedi encourage l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan à consolider la paix. La réunion de Kinshasa se fixe comme objectif de déclencher une nouvelle dynamique. Devant les représentants de trois pays africains concernés par la question, des délégués de la commission de l'Union africaine et du corps diplomatique accrédité à Kinshasa, le président en exercice de l'Union africaine a convié les parties en présence à emboîter les pas de leurs dirigeants au plus haut sommet de chaque Etat. Ces derniers ont exprimé la volonté d'harmoniser les points de divergence et d'amorcer une coopération régionale solide et fructueuse. La commission de l'UA est représentée par Bankole Adehoye, commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité de l'Union africaine. Ce dernier a encouragé l'engagement mutuel à démontrer que les Africains sont capables de trouver par eux-mêmes des solutions aux problèmes africains. La poursuite de ces énièmes pourparlers laisse entrevoir la conviction des uns et des autres que la solution à cette question sera un gage pour la paix en Afrique. Position résolument soutenue par le facilitateur Tshisekedi, peu avant l'ouverture des travaux.

Lundi 5 avril.

Beni : les manifestations publiques interdites «jusqu'à nouvel ordre». A en croire le maire de Beni, des hommes armés ont déjà «infiltré» la ville dans le but de troubler l'ordre public en profitant de l'organisation des manifestations. Il met en garde ceux qui tenteraient de violer cette mesure, annonçant que les forces de défense et de sécurité sont déjà prévenues pour faire face à la situation et demande à ceux qui veulent manifester de surseoir leurs activités de marche, en attendant que les services «nettoient» la ville et repèrent ces hommes armés.

Mongala : grève des enseignants à Bumba. Ils ont déclenché une grève sèche pour réclamer leurs salaires des mois de février et mars derniers. Il s'agit principalement des enseignants qui sont payés par le bureau de la Caritas à Lisala.

Nord-Kivu : l'insécurité complique la prise en charge médicale dans la zone de santé de Mwesso. Cette zone de santé fait face à l'activisme des groupes armés qui ne permet pas aux équipes de santé de s'y rendre pour soigner des malades. Le médecin chef de zone de santé affirme que le paludisme est la pathologie la plus meurtrière à Mwesso. Il cite également les infections respiratoires aiguës parmi les problèmes de santé les plus fréquemment enregistrés dans la zone.

Du fait des déplacements fréquents de la population à cause de l'insécurité, le taux de malnutrition est également élevé. Autre conséquence de l'insécurité : les blessures par balles et les violences sexuelles.

Nord-Kivu : Beni se réveille dans le calme. Dans la ville, plusieurs commerces restent encore fermés. Mais quelques pharmacies sont ouvertes ainsi que quelques petits commerces. Un dispositif important de l'armée et de la police est observé dans tous les endroits stratégiques du centre-ville. Le maire de Beni a annoncé l'interdiction de toutes les manifestations, évoquant une infiltration d'hommes armés dans la ville.

Maniema : des tôles pour réhabiliter des écoles endommagées après des pluies à Pangni. Le chef de secteur de Beia a remis pendant le week-end un lot important des tôles, de clous et une somme d'argent dont le montant n'a pas été communiqué aux différents chefs de groupement pour la réhabilitation de ces écoles. Avec ces moyens dans les jours qui suivent, les élèves pourraient reprendre les cours dans de bonnes conditions.

Sud-Kivu : un officier de l'armée tué dans des combats entre l'armée et des miliciens à Kalehe. L'administrateur du territoire de Kalehe fait savoir, qu'un officier de l'armée a été blessé par balle à Katasomwa avant de succomber à ses blessures quelques heures plus tard. La même source se borne à révéler que les miliciens Raia Mutomboki ont attaqué les militaires au moment où ces derniers s'interposaient dans un conflit entre les communautés Tembo et Hutu.

Les sources militaires confirment la mort de cet officier militaire et affirme avoir neutralisé cinq éléments Raia Mutomboki.

Ituri : une vingtaine de personnes prises en otage par des présumés ADF. Des sources locales affirment que ces combattants ont d'abord fait incursion dans le village de Mungwanga, en tirant plusieurs coups de feu et qu'en ensuite ils se sont introduits dans une dizaine de maisons. Ils ont obligé les occupants à vider les lieux, en les menaçant de mort. Onze personnes dont des enfants et des femmes ont été conduites au village voisin de Mangeleza dans la chefferie des Banyali-Kilo. Ces hommes armés ont également enlevé plus de dix autres personnes dans ce dernier village avant de se retirer. Ils ont emporté des sacs de farine de manioc, de maïs, mais aussi des chèvres et des poules.

Activités paralysées à Butembo à la suite des appels des mouvements de la société civile. Cette situation est consécutive aux appels lancés par des mouvements citoyens et des organisations locales, d'observer dix jours sans travail afin de dénoncer les massacres des civils perpétrés à Beni. Au centre commercial de la ville, les activités sont à l'arrêt. Toutes les galeries de commerces et magasins sont fermés. Les banques, maisons de communication, supermarchés, stations-service, agences de voyages, écoles et universités n'ont pas fonctionné. La circulation est très timide sur le boulevard du Président de la République, principale artère de la ville. Des militaires et policiers sont déployés dans tous les coins stratégiques de la ville. Dans l'avant-midi, quelques barricades avaient été placées à certains endroits. Les forces de l'ordre ont réussi à dégager la route sans tirer de coup de feu. **Manifestations à Butembo : les autorités appellent les organisateurs à permettre aux enfants d'étudier.** La ministre provinciale du Nord-Kivu en charge de l'éducation, Prisca Luanda Kamala, se dit inquiète de conséquences des manifestations anti-institutions internationales, qui se déroulent ces jours à Butembo, sur le calendrier scolaire "déjà en souffrance". Elle a appelé tous ces jeunes qui sont en train de manifester de prioriser l'éducation de leurs frères et sœurs parce que l'avenir de demain appartient à la jeunesse.

Kinshasa : la pétition contre le président de l'assemblée provinciale rejetée, par la plénière de ce lundi. Sur 36 députés provinciaux votants, 33 ont voté contre la pétition. Parmi les griefs portés contre Godefroid Mpoi, les pétitionnaires citaient l'incompétence, l'abus de pouvoir, l'enrichissement illicite. Mais, le rapporteur de cet organe délibérant a affirmé que ces griefs n'étaient pas convaincants.

Haut-Katanga : la route Lubumbashi-Kipushi coupée depuis 3 semaines. En dehors de la route qui est coupée, les grandes érosions qui se sont créés ont emporté les murs de clôture de plusieurs maisons. Les riverains témoignent que depuis deux semaines, les travaux de grande envergure sont effectués par l'entreprise chinoise CREC 7. Jusque-là cette entreprise a réussi à faire le remblayage du terrain pour faciliter le passage des piétons, motos et tricycles sur un petit pont de fortune en bois qui a été placé, en retrait de la route par le comité de chauffeurs des tricycles.

Kwilu : au moins 88.895 cas de paludisme dont 128 décès enregistrés en 2020 dans la zone de santé de Kikwit Nord. Les enfants de moins de 5 ans constituent la tranche d'âge la plus touchée, avec 88 décès. Ces statistiques annuelles ont été rendues publiques dimanche 4 avril par le médecin chef de cette zone de santé, le Dr Kabobi Aduyenzi. La zone de santé de Kikwit Nord est en rupture d'intrants de prise en charge et du dépistage du paludisme depuis le mois de mars de l'année 2020.

Beni : ceux qui appellent les jeunes à s'attaquer aux biens publics et aux humanitaires doivent être arrêtés (Société civile) Le président de la société-civile de Beni souligne : « Les manifestations publiques sont garanties dans notre constitution. Mais, il nous revient en tant que citoyens, en tant que jeunes de s'exprimer en restant dans le respect de la loi pour éviter de tomber dans les infractions individuelles. Lorsque tout en faisant ces manifestations nous violons les droits des autres, nous commettons des infractions et des erreurs. Nous voudrions également demander aux services de sécurité, surtout au maire de Beni, d'activer ses services surtout des renseignements aux fins de dénicher ceux qui attisent, les tireurs de ficelles, ceux qui sont en train de demander aux gens de s'en prendre aux biens publics, de s'en prendre aux ONG, d'aller s'attaquer à la Monusco. Ces gens doivent être détectés pour qu'ils répondent de leurs actes ». **Beni : le député Jean-Paul Ngahangondi appelle les jeunes à ne pas s'attaquer aux organisations internationales.** « Je ne vois pas pourquoi on peut s'attaquer à un partenaire du gouvernement. Si l'échec il y a, il faut plutôt demander au responsable. Le responsable, c'est l'Etat congolais. Que les gens comprennent que nous devons plus pousser notre gouvernement que la Monusco. Donc, c'est notre gouvernement qui est le premier garant de notre protection, de notre sécurité, et la Monusco n'est qu'un partenaire du gouvernement. Donc, laisser le gouvernement et s'attaquer par exemple à la Monusco, ce n'est pas sérieux. »

Nord-Kivu : 5 morts par la foudre à Rutshuru. D'après la société civile locale, l'incident s'est produit aux environs de 12 h lorsque trois femmes, deux enfants et un homme, ont été surpris par des rafales de foudres, au moment où ils ramassaient du manioc dans leur champ. Cinq parmi les victimes, ajoute la société civile, sont décédées sur place et une autre a été sérieusement blessée. Elle a été évacuée à Rutshuru-centre pour des soins appropriés.

Kasaï-Central : l'ONG MDI alerte sur l'existence des restes explosifs de guerre. « La situation est catastrophique. Les mines, on les avait enlevées. Mais, les restes non explosés de guerre comme les bombes, les cartouches et autres comme grenades se retrouvent encore en quantité. Je peux parler pour les chutes Mbombo, un endroit cible pour les travaux de développement. Mais je vous dis que c'est un endroit très pollué avec des restes non explosés de guerre. A part les chutes Mbombo, il y a beaucoup d'endroit. A Demba, il y a Dimbelenge, les sites comme Mpoyi et Nsele, il y a beaucoup d'endroits », a détaillé la coordonnatrice de l'ONG Mouvement pour le développement intégral (MDI).

Sud-Kivu : la route Bukavu – Kamanyola bloquée après une pluie torrentielle. La pluie torrentielle qui s'est abattue dans la zone a causé plusieurs glissements de terre sur la route nationale n°5 (RN5) dans les escarpements de Ngomo, dans le territoire de Walungu. La route s'est affaissée rendant impossible la circulation entre Bukavu et Kamanyola.

Mardi 6 avril.

JED appelle à la fin des menaces contre un groupe de journalistes sur les réseaux sociaux. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, lit-on dans le communiqué de JED publié lundi 5 avril, des individus présentés comme proches du Président de la République Félix Antoine Tshisekedi s'en prennent violemment aux journalistes Stany Bujekera, Elysée Odia, Peter Tiani et Claude Pero Luwara. «Ces quatre journalistes sont accusés d'avoir été corrompus par certains acteurs politiques congolais pour saper les actions du président Tshisekedi. Les photos de ces quatre journalistes ont été également publiées sur les réseaux sociaux par l'ancien directeur de la presse présidentielle, M. Abraham Luakabuanga, avec comme message : ‘‘ternir l'image du Chef de l'Etat, nous vous avons à l'œil. Vous incarnez le ridicule de la presse congolaise’’», relate JED dans son communiqué. Quant aux journalistes incriminés, ils ont exprimé leur étonnement de voir des tels messages être publiés sur les réseaux sociaux tout en démentant les faits qui leur sont reprochés. **Condamnation.** Journaliste en danger condamne «avec la plus grande fermeté» les attaques dont sont victimes ces journalistes qui doivent pouvoir exercer leur profession en toute liberté sans aucune pression politique. JED estime inacceptable que des journalistes soient la cible d'intimidations de la part d'un membre du cabinet du président de la République, et appelle à la fin de ces menaces.

Assemblée provinciale du Tanganyika : le bureau visé par des pétitions, la police déployée. Tout a commencé le 29 mars dernier. Neuf députés provinciaux débarquent à l'assemblée provinciale avec deux pétitions visant le président du bureau, Joseph Lulu Kitenge, et le vice-président, Alvard Kaluta. Le lendemain, un dispositif policier impressionnant assiège les installations de l'assemblée provinciale. Tout accès à l'hémicycle est interdit. Vers 9 heures, arrive le député provincial Nyembo Kalombola Gentil, dépose des pétitions visant les trois autres membres.

Début des activités marquant le centenaire de l'Eglise Kimbanguiste. L'Eglise Kimbanguiste procède ce mardi 6 avril à Nkamba, sa ville sainte dans la province du Kongo-Central, au lancement officiel des festivités marquant ses cent ans. Est prévu au cours de cette première journée, un culte d'action de grâce, des concerts des chorales et l'inauguration du musée «Papa Simon Kimbangu» par le président de la République, Félix Tshisekedi. Simon Kimbangu est né le 24 septembre 1899 à Nkamba, actuelle province du Kongo-central, porte d'entrée des colons et des influences extérieures depuis la fin du XVe siècle, Portugais, Britanniques, Belges. Le 6 avril 1921, Kimbangu est crédité de la guérison miraculeuse d'une femme malade. Ce premier miracle marque la naissance de son Église. En septembre de la même année, il est arrêté par l'administration coloniale belge et emprisonné pendant 30 ans jusqu'à sa mort en 1951. En 2021, la RDC compterait 40 % de catholiques, 35 % de protestants, 10 % de kimbanguistes, 9 % de musulmans. **Masumu Debrinet présente la nouvelle version de son film sur Simon Kimbangu ce mardi à la cite de Nkamba.** Le comédien congolais Ndungi Mambimbi, dit « Masumu Debrinet » directeur artistique de la compagnie Théâtre Plus, présente ce mardi 6 avril à la cité de Nkamba Jérusalem au siège de l'Eglise kimbanguiste (Kongo-Central), la nouvelle version de son film “Kimbangu” dédié au prophète Simon Kimbangu, initiateur de cette église.

Insécurité à Rutshuru : un député écrit au gouverneur pour réclamer un «dialogue social», avec toutes les couches de la population pour trouver des solutions aux questions de sécurité qui se posent dans le territoire de Rutshuru. L'élu déplore que l'insécurité dans le territoire ait atteint son paroxysme. Selon lui, tous les acteurs devraient se sentir interpellé.

Beni : 13 personnes arrêtés lors des manifestations contre la Monusco et les humanitaires. Parmi ces personnes figurent deux jeunes garçons de 13 et 14 ans ainsi qu'une militante du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha). Selon des sources judiciaires, dix de ces personnes sont déjà placées en détention à la prison centrale Kangwayi. Les deux mineurs, eux, seront « transférés incessamment » devant leur juge naturel. Certaines associations locales avaient appelé la population à la désobéissance civile et à s'attaquer au personnel de la Monusco, des agences du système des Nations unies et des ONG internationales pour ainsi troubler l'ordre public dans les villes de Beni et Butembo, notamment.

Assemblée provinciale du Sud-Kivu : deux camps convoquent des plénières à des dates différentes. Le directeur administratif de l'organe délibérant a convoqué une plénière, mardi 6 avril, pour l'installation du bureau d'âge. La convocation de la plénière par le directeur administratif est soutenue par un groupe de six députés provinciaux. Ils ont déposé une pétition contre le président du bureau de l'assemblée provinciale, et ses deux rapporteurs. Ils les accusent d'incompétence et de mauvaise gestion. Pour eux, il faut siéger pour installer le bureau d'âge. Cependant, le rapporteur de l'assemblée provinciale appelle à une plénière pour mercredi 7 avril, afin de statuer sur la motion de défiance contre le gouverneur de province, déposée par un élu provincial. Informé de cette situation, le président du bureau a suspendu le directeur administratif de l'assemblée provinciale. Il lui est interdit tout accès dans l'enceinte de l'organe délibérant.

Butembo : la paralysie des activités pèse sur les finances des ménages. Au lendemain du début de la campagne «10 jours sans activités» pour dénoncer les massacres à Beni, les activités économiques sont toujours paralysées à Butembo. Certaines personnes exerçant notamment dans l'artisanat ou le petit commerce affirment être «asphyxiés» par cette situation. C'est le cas de cette couturière qui confie vivre de ses revenus journaliers. Des revenus mis à mal par le climat actuel dans la ville. Discours similaires parmi les dames qui commercialisent des produits vivriers. Elles ramènent à Butembo des ananas, bananes plantains et avocats récoltés à environ 30 kilomètres au Nord de la ville sur la route de Beni. Faute de pouvoir les évacuer, ces produits pourrissent, regrettent les commerçantes.

Elections de 2023 : l'Eglise de réveil du Congo dévoile son agenda. Le représentant légal de l'Eglise de réveil du Congo, dit travailler notamment sur les animateurs de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). L'autre priorité concerne la préparation des équipes de formation qui doivent descendre sur toute l'étendue du pays pour faire leur travail. Le secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), avait lancé, jeudi 18 mars à Kinshasa, « Agenda 2023 », la feuille de route de l'épiscopat congolais pour les élections prévues en 2023 en RDC.

Nord-Kivu : la société civile de Kamandi, au sud du territoire de Lubero, opposée au départ des humanitaires. Son président estime que de nombreuses personnes déplacées habitant dans la zone ont besoin de l'aide humanitaire : le travail des humanitaires permet aux déplacés de Kamandi de se soigner, d'avoir accès à l'alimentation et aux abris. Depuis quelques jours, des organisations de la société civile du Nord-Kivu demandent notamment le départ des organisations humanitaires pour protester contre les massacres de civils à Beni.

L'Assemblée nationale veut créer une commission d'enquête spéciale sur les tueries au Nord-Kivu et en Ituri. La Conférence des présidents a adopté la proposition de la mise sur pied de cette commission, qui sera soumise à l'approbation de tous les députés au cours de la plénière de ce mercredi 7 avril. Selon le député Gratien Iracan, auteur de cette proposition : « Nous devons connaître ce qui se passe réellement au sein de l'armée. Aucun député ne peut accepter qu'il y ait continuité des massacres dans l'est du pays, parce qu'on couvre un ami ou un collègue. »

Félix Tshisekedi souhaite que la journée du 6 avril soit déclarée chômée et payée. Une célébration en mémoire du prophète Simon Kimbangu et de la lutte qu'il a menée pour la libération de l'homme noir. Félix Tshisekedi l'a déclaré à l'occasion de la célébration du centenaire de l'Eglise Kimbanguiste. Par la même occasion, il a inauguré le musée Simon Kimbangu à Nkamba.

La RDC devra bientôt libérer son territoire de mines antipersonnel. Le Centre congolais de lutte anti-mines, (CCLAM) l'a annoncé lundi 5 avril à Kinshasa, au cours de la célébration de la journée internationale anti-mines. « Je peux vous rassurer que l'Etat congolais, en partenariat avec tous ses partenaires, a fait un grand travail. Bientôt, nous allons terminer la question des mines antipersonnel. Nous connaissons le nombre de zones, 33 zones avec plus ou moins 130 000 m2. Mais, ça peut prendre du temps compte tenu de certaines zones insécurisées. Si on a les moyens, dans six mois, on peut terminer » a reconnu le coordonnateur du CCLAM.

Kwilu : marche de la société civile pour exiger le départ du DG de l'ISP/Mukedi. La société civile de Mukedi reproche à l'abbé Clément Kamwanga plusieurs griefs, notamment l'incompétence, le détournement des fonds et le népotisme. Le bourgmestre adjoint, qui a réceptionné le memo, a pris acte de leurs desideratas.

Maniema : 5 maisons incendiées à Nonda après la mort d'un élève. Selon l'administrateur du territoire, ces élèves ont manifesté leur colère après la mort de leur collègue. D'après ces jeunes, leur collègue était victime d'une sorcellerie de la part des membres de sa famille. Ils ont également posé plusieurs actes de vandalisme en signe de représailles, exigeant le paiement de dix chèvres au titre de compensation. Le calme est revenu après l'intervention du chef de chefferie de Nonda.

Insécurité à Uvira : la société civile lance la campagne « Le sifflet peut sauver ». La Nouvelle société civile congolaise (NSCC), en collaboration avec l'ONG locale Mission des Jacobins Sages (MIJAS)/Uvira, ont distribué des sifflets aux habitants de quatorze quartiers de la ville comme mécanisme de lutte contre l'insécurité. Le président du

NSCC, a déclaré que la campagne répondait aux faiblesses des services de sécurité et des forces de protection des civils dans la région.

Nord-Kivu : un mort lors d'une attaque des miliciens APCLS-Nyatura à Bashali Mokoto. D'après les sources la coalition APCLS-Nyatura a attaqué les Fardc vers 16 heures et les affrontements ont duré toute la nuit à Mpati, Kivuye et Bweru notamment, des villages très proches. La population a découvert ce mardi le corps d'un jeune assaillant à Mpati ainsi qu'une femme blessée par balle. Les Fardc se seraient retirées de Bweru et Kivuye, pour se concentrer à Mpati.

Gestion des eaux du Nil : aucune avancée dans les discussions de Kinshasa. Selon le communiqué final, cette réunion visait à poursuivre les pourparlers tripartites entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan. Les trois pays sont en conflit ces dernières années sur le barrage de la Renaissance. L'Égypte, qui dépend du Nil pour environ 97 % de son irrigation et son eau potable, considère le barrage éthiopien comme une menace pour son approvisionnement en eau. Le Soudan craint que ses propres barrages soient endommagés si l'Éthiopie procède au remplissage complet du GERD avant qu'un accord ne soit conclu.

Mercredi 7 avril.

RDC : une personne sur trois souffre de faim aiguë, alertent la FAO et le PAM. Le nombre de personnes touchées par une insécurité alimentaire aiguë élevée en RDC est estimé à 27,3 millions, soit une personne sur trois et près de sept millions de personnes sont aux prises avec des niveaux d'urgence de faim aiguë dans le pays. Le conflit reste une cause clé de la faim en RDC. De larges pans des provinces de l'est du pays (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika) ainsi que la région centrale du Kasai - théâtre d'un récent conflit - sont durement touchés par les violences. Le marasme économique et l'impact socio-économique de la Covid-19 sont les autres facteurs clés qui aggravent cette crise de la faim dans le plus vaste pays d'Afrique subsaharienne. Derrière ces chiffres alarmants de la faim se cachent les histoires de parents privés d'accès à leur terre ou contraints de fuir pour sauver leur vie, tout en voyant leurs enfants tomber malades faute de nourriture. Le personnel du PAM a rencontré des familles qui sont retournées dans leurs villages pour y trouver leurs maisons incendiées et leurs récoltes entièrement pillées. Certains ont survécu en ne mangeant que du taro, une racine qui pousse à l'état sauvage, ou seulement des feuilles de manioc bouillies dans l'eau. Les populations les plus touchées sont principalement les déplacés, les réfugiés, les rapatriés, les familles d'accueil et les personnes touchées par les catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrain, incendies) ainsi que les ménages dirigés par des femmes. À cela s'ajoutent les populations les plus pauvres des zones urbaines et périurbaines et celles qui vivent dans des zones enclavées avec un faible pouvoir d'achat et un accès à la nourriture via les marchés. La FAO et le PAM appellent à une intervention urgente pour intensifier le soutien aux Congolais dans les zones de crise.

Kananga : 3 bandits armés condamnés à la peine capitale. Les trois personnes sont notamment reconnues coupable d'association de malfaiteurs, extorsion des biens, détention illégale d'arme à feu ainsi que coups et blessures volontaires. Les condamnés sont également sommés de payer chacun 150 000 USD et collectivement 250 000 USD à la partie civile pour toutes les préjudices commis. L'un des avocats affirme que ce verdict va décourager ceux qui insécurisent la ville de Kananga. Les avocats de la défense ont désapprouvé ce verdict et promettent d'aller en appel.

Mai-Ndombe : début de la distribution des médicaments contre les maladies tropicales négligées. Le ministre provincial de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Crispin Iponda Banda, a procédé mardi 6 avril à Inongo (Mai-Ndombe) au lancement officiel de la campagne de distribution des médicaments afin de lutter contre les maladies tropicales négligées (MTN). Pour le médecin coordonnateur du programme des MTN, cette distribution de masse des médicaments est un moyen le plus efficace pour lutter contre ces maladies. La campagne cible les enfants de 5 à 14 et va durer deux semaines.

Lubero : la société civile dénonce les arrestations « arbitraires » des civils par des militaires. Le président de la société civile locale affirme que quatre personnes sont détenues au camp militaire de Luofu pour des faits purement civils et qui n'ont rien à avoir avec l'armée. La société civile sollicite ainsi l'intervention des autorités militaires, en vue de mettre fin à cette pratique, qui, d'après elle, non seulement viole la constitution, mais également ne cadre pas avec la mission assignée aux Fardc dans la zone.

Kalemie : les déclarants en douane en grève. Ils protestent contre entre autres le non-respect des textes légaux par l'Office congolais de contrôle (OCC), le non-respect en douane par tous les services du Guichet unique. Le président de l'Union des commissionnaires en douane agréés du Tanganyika (UCODAT), renchérit qu'ils payent à l'OCC le frais de Laboratoire et pourtant ce dernier n'existe pas au port de Kalemie. Ils sont au total 124 déclarants en douane qui ont décidé de sécher le port de Kalemie.

Butembo : le maire demande aux manifestants de laisser la population exercer ses activités. «Nous ne devons pas accentuer la souffrance de la population», fait savoir le maire de Butembo, ajoutant qu'il est important de compatir avec les victimes des massacres de Beni sans pénaliser les activités socio-économiques. Il dit craindre que la paralysie des activités dans la ville n'asphyxie l'économie locale. «Nous demandons à toutes les corporations qui sont impliquées dans cette démarche de pouvoir cesser parce que la population a besoin de vaquer à ses occupations afin de gérer la survie quotidienne. Sinon, cette façon de faire risquerait d'empirer encore la situation que nous vivons aujourd'hui».

Kasai-Oriental : une mission pour évaluer les projets du «fonds des femmes pour la paix et l'action humanitaire», financés par l'Allemagne et ONU Femmes. ONU Femmes a financé plusieurs projets dans le cadre de la prévention des conflits, l'accès pacifique à la terre par la femme, et le renforcement des capacités de la femme sur les instruments juridiques en sa faveur. La délégation prévoit des visites dans les territoires de Katanda et de Lupatapata où quelques organisations de la société civile exécutent ces projets. Elle annonce que des recommandations qui seront formulées par les autorités et la société civile seront prises en compte.

Ituri : 5 personnes tuées par les miliciens de la Codeco à Katsu, à environ 40 km de Bunia dans la chefferie de Mambisa en territoire de Djugu. Ces miliciens ont surpris certaines victimes dans leurs champs et d'autres pendant qu'elles cherchaient du bois. Une vive tension est observée au centre commercial d'Iga-Barriere, situé non loin du lieu de crime.

Beni : deux cultivateurs portés disparus après une incursion des présumés ADF, dans le groupement de Banande-Kainama à Beni. Les hommes armés ont tendu une embuscade à quatorze agriculteurs qui se rendaient à leurs champs dans la localité de Misongo. Le groupe s'est éparpillé. Deux sont portés disparus. La même source annonce qu'une autre attaque des présumés ADF a eu lieu ce mercredi matin dans son groupement. Elle a été repoussée par les Fardc.

Barrage sur le Nil : des organisations de la société civile appellent à une solution négociée pour éviter un conflit. Le directeur du Centre national d'appui au développement et à la participation populaire (CENADEP), affirme : « Nous savons que le conflit va arriver parce que ce grand barrage qui est construit sur le Nil, l'Éthiopie veut le remplir à partir du mois de juillet. Et en remplissant ce barrage, l'Égypte craint qu'il ne soit privé de sa ressource d'eau parce que l'Égypte ne vit que du Nil. Et c'est là que l'Égypte est même prête à se battre contre l'Éthiopie ». Danny Singoma fait savoir que la société civile va s'impliquer dans ce dossier pour qu'un conflit n'éclate pas.

Sud-Kivu : nouvelle vague des réfugiés burundais rapatriés. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a rapatrié 239 réfugiés burundais, soit 51 ménages, le 7 avril. Ce 8e convoi de l'année 2021 remonte à 3 330 le nombre des réfugiés burundais déjà rapatriés volontairement depuis le mois de septembre 2020 dans leur pays.

Beni : une délégation d'officiers militaires inspecte les troupes des Fardc engagées aux fronts. Cette mission vise à évaluer tout ce qui freine le bon déroulement de ces opérations dans la région. Cette évaluation des opérations est une des réclamations formulées, depuis quelques temps, par les élus du territoire de Beni pour connaître les forces et faiblesses de cette opération et comment y remédier en cas de difficultés.

La RDC prépare une campagne vaccinale préventive contre la fièvre jaune. Selon le chargé de Bureau de l'OMS en RDC, l'OMS appuie les efforts du gouvernement congolais dans les différentes ripostes vaccinales. « Et dans les prochaines semaines, le pays s'apprête à vacciner de façon préventive contre la fièvre jaune. Et nous nous attelons, de concert avec l'ensemble des autres partenaires, à soutenir les efforts du gouvernement pour éviter que nous ayons une résurgence de cette fièvre jaune, qui a été meurtrière en 2016 », a poursuivi le haut-fonctionnaire de l'agence onusienne.

Kenge : 645 Kuluna répertoriés par la société civile et plus des cinq cents filles mineures qui se livrent dans la prostitution ont été répertoriés dans la ville de Kenge, par le cadre de concertation provinciale de la société civile du Kwango qui plaide auprès des autorités tant provinciales que nationales ainsi qu'aux partenaires œuvrant dans la protection des enfants pour résoudre cette situation.

Sud-Kivu : la communauté Buuma Bw'e Batembo appelle l'Etat congolais à garantir la paix à Kalehe. L'appel intervient quelques jours après les affrontements sanglants ayant causé des morts, des blessés et beaucoup de déplacés internes. Ces déplacés sont aujourd'hui sans abri ni assistance, leurs enfants ne peuvent plus fréquenter l'école.

Maniema : 4 morts et 250 maisons incendiées lors d'une attaque des Mai-Mai, survenue dans la nuit du 1er au 2 avril dans six villages du groupement Bahaya, dans le secteur des Babuyu, du territoire de Kabambare. Cette attaque a provoqué le déplacement massif des populations vers les villages environnants, sans aucune assistance.

Sud-Kivu : premières thèses de doctorat en didactique soutenues à l'ISP/Bukavu. Les quatre récipiendaires ont ainsi obtenu le grade de professeur docteur avec mention "Très grande distinction". Le jury était composé des

professeurs ordinaires de l'Université pédagogique nationale (UPN) de l'Université de Lubumbashi et de l'Université de Kisangani. Le directeur de l'école doctorale de l'ISP/Bukavu, Pr Amissi Safari, s'est dit satisfait du travail accompli par le jury pour la première fois à Bukavu.

« **Il faut mettre fin à l'impunité et protéger ceux qui se dévouent pour les plus vulnérables** ». Au cours d'une rencontre avec le prix Nobel de la paix 2018, Dr Denis Mukwege mercredi 7 avril à Bukavu, l'ambassadrice de la Grande Bretagne en RDC Emily a indiqué : « Nous avons discuté des défis auxquels la population congolaise fait face. Il faut mettre fin à l'impunité et protéger ceux qui se dévouent pour les plus vulnérables ». Pour elle, la RDC est un pays prioritaire de l'aide pour la prévention et réponse aux violences sexuelles en situation de conflit : "Nous soutenons le travail de Fondation Panzi à travers le Fonds mondial pour les survivantes des violences sexuelles". La Fondation Panzi a été créé par le Dr Denis Mukwege afin de supporter la reconstruction des victimes de violences sexuelles à travers de projets élaborés sur base des quatre piliers : médical, psychosocial, juridique, réinsertion sociale et économique.

Maniema : motions de défiance contre le gouverneur et le vice-gouverneur. Bien avant la tenue de cette plénière, des messages d'apaisement ont été lancés mercredi à Kindu par différentes personnes. Ainsi le coordonnateur provincial de "Bernadiste", demande aux députés de mettre un peu de l'eau dans leur vin en privilégiant l'intérêt de la population.

Butembo : hausse des prix des produits de première nécessité. Il s'agit notamment du carburant et des légumes aux marchés de fortune. Cette situation est observée depuis lundi 5 avril, premier jour des dix journées ville morte décrétées par certaines organisations locales, dont des groupes pression et mouvement citoyens, en vue de décrier la persistance des massacres de Beni. Des citoyens demandent aux manifestants de les aider à lever cette mesure car dix jours c'est trop parce qu'ils vivent selon leurs entrées journalières. « **Nous ne devons pas accentuer la souffrance de la population** » (maire de Butembo). Sylvain Kanyamanda estime qu'il est important de compatir avec la population, mais sans pénaliser les activités socio-économiques. «Nous demandons à toutes les corporations qui sont impliquées dans cette démarche de pouvoir cesser parce que la population a besoin de vaquer à ses occupations afin de gérer la survie quotidienne. »

Kalemie : les creuseurs cible d'attaques armées à Bendera. « Il y a 15 creuseurs qui ont été battus et puis séquestrés. Ils ont tout perdu dans cette attaque montée par huit miliciens armés de sept fusils dans le site de Nganda-Bendera, à 125 km de Kalemie (...) en janvier, il y a eu une attaque semblable. Les creuseurs ont été battus, déshabillés et ont perdus de leurs biens. C'est la deuxième attaque du genre. » Cette attaque intervient deux jours avant une autre qui a ciblé 21 civils, 10 motocyclistes et leurs 11 clients dont 4 femmes dans le village de Kakinga, à 50 Km au Sud de Bendera.

Jeudi 8 avril.

La cheffe de la Monusco «préoccupée» par les appels à la violence dans l'Est. Depuis quelques jours, plusieurs organisations de la société civile du Nord-Kivu appellent à manifester notamment contre la Monusco qu'elles reprochent de ne pas en faire suffisamment contre les groupes armés dans la région de Beni. «Les Nations Unies sont attachées à la liberté d'expression, d'opinion et de manifestation pacifique et rappellent que ces dernières peuvent s'exercer de façon légitime hors de tout appel à la violence contre des individus ou des organisations», a fait savoir le porte-parole la Monusco. La Monusco dit être «consciente des difficultés extrêmes auxquelles fait face la population dans le contexte d'une recrudescence des attaques contre les civils, notamment par les ADF (...) la lutte contre les ADF requiert plus que jamais les efforts conjoints des institutions nationales et provinciales, de l'ensemble des acteurs politiques et des partenaires internationaux, avec le soutien de la population».

«**Nous avons besoin que l'économie tourne**», avertit le gouverneur du Nord-Kivu. Depuis le début de cette semaine, les villes comme Butembo connaissent une paralysie des activités à la suite des appels lancés par des mouvements citoyens pour protester contre les massacres des civils à Beni. «Nous avons besoin que l'Etat fonctionne. Nous avons besoin que l'économie tourne. En demandant aux commerçants de ne plus travailler, il y en a qui vont faire faillite», avertit le gouverneur. Il explique notamment que des petits commerçants ne peuvent vivre plusieurs jours sans activités. **Paralysie des activités à Butembo : une ONG alerte sur la détérioration des conditions de vie des déplacés.** D'après l'ONG Intégration sociale pour la promotion des nécessiteux qui s'occupe des déplacés, ces personnes vivent habituellement grâce à l'assistance apportée par des personnes de bonne volonté. La paralysie des activités à Butembo a brisé cet élan. Ce qui impacte gravement sur les conditions de vie des déplacés. **Des mouvements citoyens manifestent à Beni pour réclamer la fin des massacres.** Les activités sont paralysées dans l'agglomération. Des manifestations sporadiques sont signalées dans les quatre communes de la ville. Des barricades ont été érigées dans plusieurs rues. La police et une unité de l'armée sont déployées pour lever les barricades. Ces manifestations ont lieu malgré la décision du maire de la ville qui les a interdites pour des raisons de sécurité. **Insécurité à Beni : une messe au stade Matokeo pour implorer l'intervention divine.** Les organisateurs font savoir que ce culte a été organisé pour demander l'intervention divine pour le retour de la paix dans la région de Beni où des massacres récurrents sont

enregistrés. La plupart des participants à cette messe étaient habillés en noir, symbole de deuil. Pendant ce temps, les militants de la LUCHA organisent un sit-in depuis mardi au monument historique de Butembo. **Goma : les activités tournent normalement malgré l'appel au boycott de la Lucha.** L'appel lancé ce jeudi 8 avril par le mouvement pro-démocratie de la « Lucha », pour exiger la paix dans l'Est de la RDC et le départ de la Monusco, n'a pas été suivi dans la ville de Goma au Nord-Kivu. Les écoles n'ont connu aucune perturbation ; les banques, marchés, magasins et autres boutiques ont ouvert, malgré qu'il n'eût pas d'engouement dans l'avant-midi. Quelques militants de la Lucha, qui voulaient manifester au niveau du poste de la Snel, ont été vite dispersés par la police.

«Arrêtez de tuer vos frères» : les évêques catholiques alertent sur les massacres des civils dans l'Est de la RDC. Dans un message publié jeudi 8 avril, le comité permanent de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) alerte sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, marquée par des massacres des populations civiles notamment les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. « Plus de 6 000 morts à Beni depuis 2013 et plus de 2 000 à Bunia pour la seule année 2020 », notent les évêques. Ils déplorent des « autorités politiques dépassées par les événements » en Ituri, où la situation « est beaucoup plus complexe ». Au sujet de l'armée congolaise, les évêques indiquent que les militaires « sont présents mais l'impact de leur présence est mitigé ». « La multiplicité des centres de commandements Fardc et leurs faibles interventions contre les milices renforcent le pillage et l'économie criminelle », regrettent-ils. Dans leurs recommandations, les évêques plaident notamment « pour une opération militaire de grande envergure à l'instar de la mission Artémis qui fut menée du 6 juin au 6 septembre 2003 en Ituri ». Ils estiment également qu'il est « urgent et nécessaire de déplacer tous les officiers militaires ayant évolué dans les différentes rébellions ou groupes armés (dans) l'Est du pays, et mettre à l'écart de la chaîne de commandement et de la logistique ceux qui seraient réputés agents-relais des armées étrangères ».

Kwango : l'ONG Cocoluco dénonce la politisation du conseil provincial de la jeunesse. Selon la Coalition des ONG congolaises de lutte contre la corruption de Kenge, les élus nationaux du Kwango veulent s'impliquer dans ces élections afin de placer les leurs. Il déplore la lenteur et les reports dans l'organisation de ces élections. Son secrétaire invite les politiciens du Kwango à laisser la responsabilité de ces élections à la division de la jeunesse et au ministre de tutelle.

Matadi : la population accuse les policiers de monnayer le couvre-feu. Des témoins affirment que les taximen et ceux qui font le travail de nuit circulent aisément, moyennant quelques billets de banque à verser devant les barrières installées par les agents de l'ordre. La population de Matadi demande aux autorités compétentes de conscientiser et de rappeler à l'ordre les policiers qui s'adonnent à de telles pratiques. Ces témoins affirment que les éléments de la police préfèrent rester sur les barrières, où ils rançonnent les passants et les conducteurs que circuler pour assurer la sécurité dans la ville.

Kasaï : l'administrateur du territoire de Luebo aux arrêts pour meurtre. Selon la société civile locale, Joseph Muthsipayi est en détention provisoire avec son garde du corps, le chef de bureau et le commandant de la police en charge des mines. La justice les poursuit pour complicité de meurtre ainsi que coups et blessures volontaires. Cette affaire remonte au week-end dernier pendant que l'administrateur de Luebo était en mission de service dans la localité de Kabeya Tshinyama. C'est là que son garde du corps avait abattu un homme à la suite d'une altercation.

Djugu : 5 cas de viol sur mineure à Mambisa en 3 jours. Parmi les victimes, une fillette de trois ans a été violée par un orpailleur dans un site minier. Il affirme avoir commis cet acte en vue d'augmenter sa chance de trouver le colis d'or dans la carrière minière. Une fille de dix ans a été abusé par son propre père pour le même motif. Une autre fille de 10 ans a été également violée par des hommes en armes. La coordonnatrice du bureau Genre à Mungwalu alerte également sur deux autres cas de viol, dont un garçon âgé de 14 ans, qui a été abusé par un homme d'une vingtaine d'âge.

Nord-Ubangi : le corps scientifique de l'Université de Gbadolite en grève. Il a retenu 21 griefs contre le comité de gestion, dont l'absence prolongée, la mauvaise gestion, la politisation de l'université et la gestion cavalière de l'institution par l'administrateur du budget, seul membre du comité de gestion en poste. Le recteur ainsi que les secrétaires généraux académique et administratif sont allés assumer d'autres fonctions ailleurs ; notamment au ministère de l'ESU à Kinshasa, à l'auditorat militaire à Boende et au gouvernement provincial du Nord-Ubangi. A travers leur mémo les grévistes exigent la nomination d'un nouveau comité de gestion avant leur reprise de service.

Beni : arrivée d'équipements militaires destinés à la force spéciale de la Monusco. « Tous ces équipements appartiennent aux troupes de la force d'intervention rapide en provenance de la Tanzanie, dont les hommes sont déjà ici à Beni. Ils étaient arrivés par un vol spécial de la Tanzanie pour Goma puis acheminés ici à Beni. » Avec ces engins adaptés au terrain, les casques bleus de la Monusco auront la capacité de mobilité rapide dans les agglomérations afin de sécuriser la population.

Sud-Kivu : le Royaume-Uni a construit des infrastructures d'eau à Bukavu. Ces infrastructures, construites à travers le projet "IMAGINE", ont pour objectif d'améliorer la desserte en eau potable dans la ville de Bukavu. Il s'agit

précisément de la réhabilitation de la principale station de traitement d'eau de Murhundu à Kabare pour lui permettre de fonctionner à 100% de sa capacité, la construction du premier réseau de distribution d'eau potable de Panzi, la construction de bornes fontaines, et le raccordement de l'hôpital de Panzi au réseau de distribution pour son approvisionnement en eau. L'ambassadrice affirme que plus de 500 000 citoyens de Bukavu devraient bénéficier de ces nouvelles infrastructures. Elle a également tenu à reconnaître l'appui des différents partenaires, qui ont contribué à la réussite de ce projet. Ce communiqué indique, en outre, qu'avec le projet IMAGINE, le Royaume-Uni a construit 50 bornes-fontaines à Bukavu sur 91 prévues. Les 41 autres seront achevées d'ici la fin du mois de mai.

Insécurité à Uvira : le maire appelle la population à collaborer avec les forces de l'ordre. « J'appelle la population à l'unisson et à la vigilance afin que nous-même, habitants d'Uvira, nous puissions savoir qui entre dans Uvira et qui sort, qui fait quoi, quand et comment, qu'est-ce qu'il est, quel est son activité génératrice de revenus, et que la population travaille ensemble avec l'armée, la police, nous tous ensemble. L'union fait toujours la force », a déclaré le maire d'Uvira

Il estime également que l'exode rural est à la base de la recrudescence de tous cas de criminalité.

Vendredi 9 avril.

RDC : pour l'UNC, «la détention, le procès et la condamnation de Vital Kamerhe sont injustes». «Nous ne nous fatiguerons jamais de réclamer un procès juste et équitable en sa faveur et son acquittement pur et simple. Malgré que nous sommes privés de notre chef depuis une année aujourd'hui, nous avons mis en place quelques projets innovants. Nous pouvons citer la mise en place pour la toute première fois de notre existence d'une cellule électorale permanente en vue d'améliorer la performance et la compétitivité de notre parti aux futures échéances électorales», a expliqué le secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise de Vital Kamerhe

Manifestations contre l'insécurité : les élus du Nord-Kivu demandent à la population de ne pas «faire le jeu de l'ennemi». Les députés nationaux du Nord-Kivu disent comprendre la colère des populations qui manifestent depuis quelques jours contre la persistance des tueries à Beni et dans d'autres territoires de l'Est. Mais ils les appellent à ne pas «faire le jeu de l'ennemi» en détruisant les infrastructures existantes. Ils appellent les manifestants à préserver l'unité.

Kwilu : plusieurs morts dans un accident de circulation à Kiwawa. Il s'agit d'un bus appartenant à l'entreprise «Biosha» qui venait de Tshikapa pour Kinshasa. Le véhicule transportait plusieurs passagers et des bidons d'huile de palme. Il s'est renversé lorsqu'il voulait dépasser une petite voiture de marque Toyota surnommée «ketch». Le bus a pris feu, causant de nombreuses victimes. Le gouverneur ne donne pas de bilan précis.

David McLachlan-Karr prévient contre les conséquences d'une suspension de l'assistance humanitaire. «Les affrontements ont lieu presque quotidiennement au Nord-Kivu, en Ituri, au Sud-Kivu. Maintenant nous avons une situation assez précaire dans Beni-Butembo, avec des menaces contre les agences qui travaillent dans cette zone. Pour nous, c'est une très grande préoccupation parce que si nous devons suspendre, c'est la population locale qui va souffrir», prévient le coordonnateur humanitaire. David McLachlan-Karr fait savoir que la réponse humanitaire doit être accompagnée par une amélioration significative de la situation sécuritaire.

L'adoption de la loi sur la protection de droits des peuples autochtones saluée par des ONG. Selon des responsables d'ONG nationales et internationales reconnaître les droits de ces peuples est une preuve de reconnaissance du rôle de «gardiens des forêts congolaises» que l'on attribue à ces différentes communautés. Les pygmées jouent un rôle primordial dans la préservation des forêts primaires congolaises. Le coordonnateur de la Dynamique des groupes des peuples autochtones soutient que l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi relative aux droits des peuples autochtones pygmées est la reconnaissance de l'identité des pygmées comme autochtones en RDC. Il invite toutes les organisations qui œuvrent dans ce domaine d'accompagner l'Etat Congolais pour que la mise en œuvre de cette loi soit effective.

Tanganyika : deux agriculteurs portés disparus à Kisengo depuis 3 semaines. Elles étaient parties aux champs et ne sont plus jamais revenues. Leur disparition préoccupe tout le village. La société civile locale fait état de la détérioration de la situation sécuritaire sur plusieurs axes routiers de la zone. Elle dénonce également l'activisme des groupes Mai-Mai.

Le Brésilien Marcos De Sá Affonso Da Costa, nouveau commandant de la force de la Monusco. Le Lieutenant-général Affonso Da Costa succède au Lieutenant-général Ricardo Augusto Ferreira Costa Neves, du Brésil, qui a terminé sa mission le 31 mars 2021. Il a occupé plusieurs autres postes de commandement, dont celui de commandant de brigade dans la 15e d'infanterie mécanisée (2016-2018), de commandant de l'école préparatoire des cadets (2014-2016) et de commandant du 2e bataillon d'infanterie de la jungle (2008-2011), spécialisé dans opérations dans l'environnement de la jungle. Il possède également une expérience internationale, ayant servi comme agent de liaison à

la Mission de vérification III des Nations Unies en Angola (UNAVEM III) et dans les missions militaires brésiliennes au Pérou et en France.

La RDC ne peut pas se permettre de ternir l'image de sa diplomatie (Francine Muyumba). Jeudi 8 avril, la ministre des Affaires étrangères a alerté sur la situation des chancelleries congolaises à l'étranger. Selon elle, des représentations diplomatiques de la RDC à travers le monde connaissent plus de huit mois de manque de paiement des frais de fonctionnement, avec risque de les déloger. « C'est vraiment scandaleux et étonnant d'entendre ces genres de propos venir de la cheffe de la diplomatie congolaise. Nous ne pouvons être à la tête de l'Union africaine avec une image pareille de la diplomatie congolaise », a indiqué à présidente de la commission des Relations extérieurs du Sénat.

Tshopo : l'inspecteur général de l'armée en mission pour évaluer les besoins des militaires. «L'inspection générale des Fardc a une mission de contrôle et d'évaluation des activités de chaque zone, afin que tous les commandants ne soient pas embarrassés. L'inspecteur vient évaluer ce qu'il y a comme nécessité sur terrain pour des solutions idoines».

Bukavu: une foire pour mettre en avant les innovations dans le secteur agricole. Selon les organisateurs, l'objectif est de vulgariser à grande échelle les technologies, pratiques et innovations agricoles développées par l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA). Une vingtaine de stands sont installés pour exposer les innovations. Plusieurs produits locaux sont exposés notamment du maïs, des boutures de manioc, du haricot riche en fer et des produits à base de soja ainsi que d'autres à base de manioc.

Beni : la société civile demande au gouvernement à mettre fin à l'insécurité dans l'Est de la RDC. « La société civile recommande au Parlement de la RDC d'être attentif aux cris de la population, d'évaluer les actions de la Monusco et de confronter son mandat à la réalité du terrain conformément à l'article 214 de la constitution », a affirmé un membre de la société civile de Beni. Il invite les manifestants à s'abstenir des actes de violence et à éviter des actes d'auto-flagellation.

Les diplomates occidentaux condamnent la violence dans l'est. Ces diplomates réaffirment leur soutien au travail des humanitaires, qui prennent « d'énormes risques aux côtés des populations congolaises pour leur fournir une aide humanitaire vitale. » Ils soutiennent également les autorités congolaises et la Monusco dans leur travail continu pour protéger la population civile. Des milliers de personnes ont grandement besoin d'aides humanitaires dans ces provinces. « Si les menaces continuent et la situation sécuritaire de la région se détériore davantage, les activités humanitaires pourront être suspendues », redoutent ces diplomates, La déclaration est publiée au moment où des manifestations sont organisées, depuis le début de la semaine, dans des villes de l'Est du pays pour dénoncer la persistance des massacres des civils dans cette partie de la RDC. Les manifestants exigent le départ des humanitaires et de la Monusco. **Butembo : un manifestant blessé par balle.** La situation est restée tendue ce vendredi dans certains coins de la ville de Butembo. Les manifestants avaient érigé des barricades tôt le matin, coupant ainsi le trafic sur l'axe Butembo-Beni. Ils ont également brûlé des pneus sur la chaussée. Les forces de l'ordre, qui y ont été déployés, ont dû faire usage de gaz lacrymogène et tirer plusieurs coups de balle pour disperser les manifestants et dégager la route. **Deuxième jour des manifestations populaires à Goma.** La situation est restée tendue vendredi 9 avril avant-midi dans quelques quartiers de la ville de Goma, notamment dans la commune de Karisimbi. Déjà tôt le matin, les manifestants auxquels se sont joints quelques habitants ont placé des grosses pierres sur quelques axes, perturbant légèrement le trafic et certaines activités économiques. Mais, dans les après-midis, la situation est redevenue calme, la police ayant dégagé toutes les artères. Les manifestants exigent le départ des organisations humanitaires et de la Monusco.

Sud-Kivu : les communautés Hutu et Tembo de Kalehe s'engagent à la cohabitation pacifique. Les Hutu et Tembo « sont déterminés à fumer le calumet de la paix. Et nous avons décidé ensemble qu'il y ait une rencontre avec les leaders communautaires pour évaluer ce qui est encore faisable pour que la cohésion sociale puisse revenir dans le territoire de Kalehe », a indiqué l'administrateur de Kalehe. Il a appelé la population locale à consolider cette paix tant cherchée.

Nord-Kivu : 2 morts lors d'une double attaque des ADF à Ruwenzori. Les victimes sont un civil et un rebelle ADF, selon le porte-parole des Fardc. Un rebelle ougandais est capturé et un autre civil est blessé. Dans cette zone où la Monusco dispose d'une base opérationnelle, les casques bleus et les Fardc sont intervenus pour mettre les ADF en déroute.

Kongo-Central : 1 500 personnes sans-abris à la suite de la pluie à Seke Banza I. Ces sinistrés passent la nuit à la belle étoile. Leurs maisons se sont écroulées et tous les biens qu'ils possédaient sont détruits. Cette catastrophe naturelle a provoqué la destruction de 284 habitations. Aucun dégât humain n'est enregistré d'autant plus qu'il a plu pendant la journée au moment où les occupants de ces maisons détruites étaient encore aux champs.

IXe Jeux de la Francophonie : Félix Tshisekedi lance les travaux de construction des infrastructures. Ces jeux seront organisés à Kinshasa du 19 au 28 août 2022. Parmi les sites choisis à Kinshasa figurent le Stade Tata Raphaël avec la construction d'un gymnase et un village des jeux. Le deuxième site est le Stade des Martyrs. Il mettra à disposition ses espaces sous les gradins. L'échangeur de Limete et l'espace FIKIN figurent aussi parmi les sites retenus. Plus de 3000 jeunes talents des pays francophones sont attendus à Kinshasa pour participer à ce rendez-vous sportif, culturel et fraternel.

Au Kasai, la Monusco appuie la justice dans la lutte contre l'impunité. La région du Kasai a fait face à de terribles violences en 2016 et 2017. De graves violations des droits de l'homme y ont été commises. Alors que des familles des victimes et des organisations de la société civile réclament que justice soit faite, des rapports d'organisations internationales pointent le manque de moyens de la justice militaire, qui ne facilite pas la lutte contre l'impunité. Pour permettre à la justice de remplir correctement sa mission et faire la lumière sur ce qui s'est passé au Kasai, la Monusco lui apporte une aide substantielle : appui à l'organisation des procès et appui aux enquêtes.

Samedi 10 avril.

Nangaa plaide pour que les acteurs politiques ne fassent plus partie des membres de la Ceni, afin de garantir son indépendance et neutralité. Il propose de préserver la mémoire institutionnelle par un renouvellement partiel des membres de la Ceni en fin mandat. Selon lui, le maintien de la désignation du président par les confessions religieuses « est un signe non négligeable de la participation citoyenne dans la représentativité la plus inclusive ». Quant à la loi électorale, il propose l'option d'un scrutin indirect de l'élection présidentielle pour réduire notamment le coût des élections.

Réformes électorales : pour Fayulu, personne ne peut être candidat à plus d'une élection. « Vous ne pouvez pas être candidat président de la République et candidat député national ou provincial. Vous ne pouvez pas être candidat à plus d'une élection. Les suppléants ne peuvent pas avoir un lien d'alliance ou de parenté en ligne directe ou collatérale, jusqu'au deuxième degré », recommande Martin Fayulu. Selon lui, la législature en cours a été marquée par certains faits honteux : des sénateurs et députés qui avaient pour suppléants leurs enfants et épouses.

Lamuka : Katumbi annonce qu'il prend la présidence tournante, Fayulu s'y oppose. « A la fin du mandat du coordonnateur en exercice, la passation des pouvoirs est automatique. Elle n'est pas sujette à une cérémonie officielle... et conformément au calendrier de rotation pour la coordination tournante fixé par le communiqué final du présidium de Lamuka le 11 octobre 2020, monsieur Moïse Katumbi exerce la coordination de la plateforme à partir de ce samedi 10 avril 2021 », conclut le document signé par Moïse Katumbi. **Qualité non reconnue.** « Moïse Katumbi n'est plus membre de la plateforme politique Lamuka, et par conséquent, il ne peut plus en assurer la présidence tournante », avait déclaré Martin Fayulu Madidi, coordonnateur de cette plateforme. Selon lui, Moïse Katumbi est actuellement à l'Union sacrée et il a constaté son départ. **Adolphe Muzito prend la présidence tournante de Lamuka.** Au cours d'une cérémonie organisée à cette occasion, Martin Fayulu a transféré à Adolphe Muzito la coordination de cette plateforme pour six mois. Jean-Pierre Bemba, président du Mouvement de libération du Congo (MLC) et membre fondateur de Lamuka félicite Moïse Katumbi et l'exhorte à poursuivre la mission assignée à Lamuka. Il promet à M. Katumbi son entier accompagnement.

Ituri : le gouvernement provincial visé par une motion de censure. Elle est signée par 20 députés provinciaux sur les 44 que compte cet organe délibérant provincial. En 2019, une motion de défiance contre le gouverneur de province de l'Ituri, Jean Bamanisa Saidi, a été votée à la majorité des députés provinciaux présents lors d'une séance plénière tenue le 20 novembre. Sur 28 députés présents, 27 ont voté pour la motion et 1 s'est abstenu. Ces députés accusaient le gouverneur entre autres d'avoir illégalement vendu 12 lingots d'Or saisis par la justice militaire au profit de l'Etat congolais. Le mauvais état des routes sur l'ensemble de la province, l'outrage à l'assemblée provinciale, les menaces proférées contre certains députés provinciaux faisaient partie des autres griefs contre le gouverneur. Les arriérés de 14 mois des loyers du bâtiment qui abrite le bureau de l'assemblée provinciale et le non-respect par le gouverneur des amendements formulés par les élus provinciaux au moment de l'investiture du gouvernement provincial, étaient aussi évoqués.

Kinshasa : le vice-gouverneur Néron Mbungu évincé. Le Vice-gouverneur de la ville de Kinshasa, Néron Mbungu a été déchu de ses fonctions ce samedi 10 avril par l'assemblée provinciale à la suite d'une motion de défiance le visant. Le vice-gouverneur déchu était accusé d'avoir tenu des propos dénigrants et irrespectueux vis-à-vis de l'assemblée provinciale de Kinshasa. En fait, depuis plusieurs jours, le vice-gouverneur de la capitale congolaise s'en prend vivement au gouverneur qu'il accuse de mauvaise gestion de la ville et de ne pas l'associer dans la gestion.

Dimanche 11 avril.

Ituri : environ 2 millions de déplacés vivent sans assistance humanitaire dans 65 sites, alerte la société civile. Le président de la société civile avance un bilan de plus de cent morts depuis le début de cette année et des déplacés qui vivent dans les conditions infrahumaines. Il affirme que la situation humanitaire dans cette partie du pays nécessite une intervention rapide pour sauver les vies humaines. Il lance un appel à l'aide aux humanitaires et au gouvernement congolais. Cet acteur de la société civile pense que l'Ituri subit les conséquences de la mauvaise gouvernance du pays.

Ituri : 20 personnes prises en otage Nyeniza par les miliciens de la Codeco. La société civile de Bahema Nord précise que ces miliciens ont incendié plusieurs maisons dans trois villages dans le groupement Dirokpa. Banza de la société civile affirme que le bilan de ces attaques risque d'être lourd, car d'autres civils étaient dans les maisons incendiées.

Nord-Kivu : calme relatif après des manifestations contre l'insécurité à Butembo

Contrairement aux cinq premiers jours des manifestations contre l'insécurité, quelques commerces ont ouvert au centre-ville, et la circulation reste fluide. Vendredi 9 avril, une vive tension a été visible dans le village de Furu. Un manifestant est décédé, après avoir été tué par un policier. Pour protester contre ce meurtre, les manifestants avaient érigé quelques barricades dans certains coins de la ville, notamment à Furu où des pneus ont été brûlés et des arbres abattus sur la voie publique. Ces barricades ont été levées par les services de sécurité. Le commandant urbain de la Police nationale congolaise (PNC), affirme que le policier accusé d'avoir tiré sur la victime vendredi est aux arrêts. Il indique que le calme est rétabli dans tous les coins de la ville, même si les forces de l'ordre sont toujours aux aguets. Même appel du côté du maire de la ville de Butembo, Sylvain Kanyamanda. Il appelle ses administrés au respect de l'autorité établie.

Beni : l'association Kighanda Yira appelle les jeunes à manifester pacifiquement. L'association culturelle Kighanda Yira dit s'inquiéter des violences enregistrées dans la ville de Beni depuis le lancement de l'opération 10 jours sans activités afin de décrier l'insécurité dans la région. Le président de Kighanda Yira, Kambala Piris, dénonce l'utilisation des enfants pendant ces marches. Il appelle à ne pas associer les enfants dans ces activités.

Nord-Kivu : les Fardc récupèrent la localité de Muheto. Muheto constitue, avec Mpati et Kirumbu, des grands centres de négoce de la région. Ces trois localités étaient réoccupées jadis par la coalition APCLS-Nyatura et les rebelles rwandais des FDLR. Toutes ces agglomérations sont désormais reconquises par l'armée. Le porte-parole des opérations Sokola 2, précise que l'armée continue à consolider toutes ces positions.

Ituri : 9 morts dans une incursion des miliciens de Codeco à Djugu. C'est depuis vendredi dernier que ces miliciens Codeco se sont installés dans les villages du territoire de Djugu. Ils auraient tué samedi six personnes au village Jiba, précise la société civile locale. Parmi les six victimes figureraient trois militaires, ajoute la même source. Un véhicule de l'ONG Memisa a également été incendié au village Tsoro dans le groupement Pimbo dans la chefferie de Walendu Djatsi toujours par ces mêmes miliciens. Au village Lopa, trois autres personnes ont été abattues et 3 véhicules qui quittaient Mahagi pour Bunia réduits en cendres. Les miliciens se sont dirigés dans la brousse avec deux autres véhicules.

Kwilu : un éboulement de terre fait deux morts à Kikwit. Le ministre provincial de l'intérieur du Kwilu s'est rendu sur le lieu du drame pour s'enquérir de la situation. Il indique que la vraie cause de cet incident n'est pas encore connue, mais pense que des mauvais lotissements, des constructions anarchiques, associées aux pluies abondantes qui s'abattent ces derniers jours sur la ville de Kikwit, pourraient être à la base de cet éboulement.

Lundi 12 avril.

L'évêque de Beni-Butembo dénonce les structures qui manipulent des personnes pour rendre le Grand-Nord ingouvernable. « Continuons à lutter par les moyens pacifiques pour que cesse cette situation dramatique que nous subissons depuis sept ans, par des moyens reconnus par la constitution. Eveillons la conscience de tous les Congolais afin qu'ils sortent de leur léthargie », recommande Mgr Melchisédech Sikuli Paluku. Il interpelle tous les dirigeants afin qu'ils prennent des mesures urgentes et adéquates pour « mettre fin aux souffrances insupportables d'une population abandonnée, sinon sacrifiée et nul ne sait pour quel intérêt ». Il a appelé la population à s'approprier le message du comité permanent de la Cenco intitulé arrêtez de tuer vos frères, le sang de ton frère crie vers moi du sol. **Beni : le parlement d'enfants invite les organisateurs des manifestations à ne pas perturber les activités scolaires.** Cette structure citoyenne a demandé dimanche 11 avril aux autorités et à toutes les parties prenantes de s'investir pour trouver une solution de sortie de crise et permettre aux enfants de reprendre le chemin de l'école. Le parlement d'enfants dit craindre que les élèves ne perdent plusieurs jours sans aller à l'école, alors qu'ils ont déjà été victimes des restrictions sanitaires dues à la pandémie de la COVID-19. Cette structure de défense des droits des enfants déplore les méthodes utilisées par les manifestants contre les élèves en les chassant de leurs écoles avec des jets de projectile. **Goma : personnes blessées, des maisons et boutiques incendiées lors des échauffourées à Buhene.** Cette situation fait suite aux manifestations enregistrées, depuis jeudi à Goma, pour réclamer la fin des massacres à Beni. Mais seulement, des

groupes des jeunes appartenant à deux communautés locales, Nandé et Kumu, s'opposent sur la poursuite ou non des manifestations. Certains ne seraient pas d'accord que les activités socio-économiques continuent à être paralysées pendant plusieurs jours, selon plusieurs sources. Cependant, la situation a dégénéré depuis dimanche 11 avril, soir dans cette partie chaude de la ville, lorsqu'un jeune revendeur des cartes de crédit a été tué au cours des manifestations. Selon plusieurs sources confirmées par la police, après la mort de ce jeune, deux motards ont été retrouvés assassinés, la nuit dernière à Nyiragongo. Ce qui a provoqué des tensions. Ce matin, les manifestants armés des machettes, des lances et même d'armes à feu, ont commencé à s'en prendre les uns contre les autres. **Manifestations contre l'insécurité à Butembo : 8e jour de paralysie dans la ville.** Les manifestations contre l'insécurité se sont poursuivies ce lundi 12 avril à Butembo. Tôt ce matin, des manifestants qui sont à leur 8e jour, ont placé de gros arbres à certains endroits de la ville, notamment à Kaliva dans la commune de Mususa à l'entrée sud-ouest de la ville. Ces barricades ont coupé le trafic sur l'axe Butembo-Lubero. Le commandant de la police et ses éléments sont descendus sur les lieux pour dégager la route. D'autres manifestants sont allés plus loin jusqu'à creuser des tranchées à Mondo dans la commune Kimemi. Au centre commercial, toutes les activités socio-économiques sont restées paralysées. Le trafic est resté timide et les écoles n'ont pas ouvert. Ce, malgré les multiples appels du maire de la ville à la population de vaquer à leurs occupations. Les forces de l'ordre sont déployées dans plusieurs endroits stratégiques de la ville. Cette paralysie des activités est aussi signalée ce lundi dans certaines agglomérations du territoire de Lubero, notamment à Mangurejipa, Kanyabayonga et à Kirumba au sud du territoire.

Manifestations à Beni : les activités socio-économiques n'ont toujours pas repris. Cela fait huit jours d'arrêt d'activités à l'appel de certains groupes et mouvement citoyens qui réclament le retour de la paix dans le territoire de Beni et ses environs. Ils exigent aussi le départ des organisations internationales. A cet effet, des barricades sont érigées par des jeunes manifestants, empêchant tout passage des usagers à travers quelques artères de différents quartiers de la ville. Ces jeunes n'hésitent pas à déchausser certains passants et usagers de la route afin de les faire adhérer à l'appel aux journées villes mortes. Des filles habillées en pantalons en paient aussi les frais. Des conducteurs de motos sont malmenés et les roues de leurs engins dégonflées pour non-respect du mot d'ordre. Pendant ce temps, les éléments de la police patrouillent la ville avec le concours des militaires. Et aucune personne n'a été jusque-là interpellée, indique le porte-parole de la police.

Tanganyika : reprise des travaux de réhabilitation du pont route-rail Lwalaba par la SNCC. Le pont route-rail Lwalaba de Kongolo est un ouvrage qui relie le Tanganyika au Maniema. Il permet le transport des personnes et l'évacuation des marchandises de Kindu à Lubumbashi d'une part et de Kindu à Kalemie d'autre part. Le directeur d'infrastructure ferroviaire confirme la fin des travaux dans un mois. Gardons patience. C'est confirmer pour le moment.

Kisangani: le commandant de l'aéroport de Bangboka arrêté pour détournement présumé. La délégation de la RVA, venue de Kinshasa lui reproche de détournement présumé, des biens et autres dons légués par la Monusco à cette entreprise. Outre les dons et legs de la Monusco, la délégation de la RVA doit également enquêter sur la disparition d'autres matériels de la RVA hérités du projet prioritaire de la sécurité aérienne. Dans les milieux proches du commandant de l'aéroport international de Bangboka, l'on dénonce la précipitation avec laquelle un haut cadre de la RVA, de surcroît représentant du directeur général peut-être incarcéré à la prison comme si sa fuite était à craindre.

Bandundu-ville : hausse de prix de poisson sur le marché. Selon les vendeuses, le poisson se fait de plus en plus rare à cause de la montée des eaux du fleuve. Pour les femmes ménagères, le poisson est l'aliment de base. Cette hausse des prix ne leur permet pas de bien nourrir leurs familles. Elles invitent les autorités compétentes à veiller sur les prix des denrées alimentaires dans les différents marchés.

Situation dans la partie Est de la RDC : « La fin de la récréation est pour bientôt », annonce Gilbert Kankonde, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. Selon lui, le gouvernement de la RDC et ses partenaires extérieurs sont en train de mener des actions contre les terroristes ADF ougandais avec des réunions auxquelles prennent part des élus de l'Est au niveau de l'Etat-major général des Fardc. S'agissant de la promesse de campagne électorale du Chef de l'Etat pour s'installer à Beni, il estime qu'elle tient encore. Tout reste suspendu à la sortie du nouveau gouvernement.

Publication du gouvernement Sama Lukonde. Le Premier ministre Sama a donné, au sortir d'une audience avec le Président Félix Tshisekedi, les critères du gouvernement de l'Union sacrée : Taille réduite ; Participation de la femme ; Participation de la jeunesse ; Représentativité nationale et inclusivité des forces politiques. Et dans son compte twitter, M. Sama apporte ces précisions : « Représentativité féminine : 27% ; Moyenne d'âge : 47 ans ; Nouvelle figure : 80%. Les priorités : Sécurité, Santé, Enseignement, Justice, Agriculture, Pêche & Élevage, Economie, Processus électoral, Infrastructure, Numérique. ». La sortie du gouvernement de l'Union sacrée de la nation met fin à un long suspens que le pays a connu depuis la nomination de M. Sama comme Premier ministre, le lundi 15 février dernier. La prochaine étape consiste en l'investiture de ce gouvernement après approbation de son programme d'action par l'Assemblée nationale. **27% des membres du gouvernement Sama sont des femmes.** Le gouvernement de l'Union sacrée, dirigé par Jean Michel Sama, compte 56 membres dont 15 femmes ; soit environ 27 %. La présence féminine connaît ainsi une

augmentation de 7% par rapport au cabinet sortant : le gouvernement Ilunga Ilunkamba comptait à sa nomination 66 ministres, dont 13 femmes ; soit environ 20%. **Le gouvernement renouvelé à 80%**. L'équipe compte 56 membres : 4 vice-Premiers ministres, 9 ministres d'Etat, 30 ministres, 11 vice-ministres, 1 ministre près le Président de la République et 1 ministre délégué. Le Premier ministre précise que ce gouvernement contient 27% des femmes, une moyenne d'âge de 47 ans et 80% de nouvelles figures.

Nord-Kivu : 7 morts dans les échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre. Le bilan des échauffourées entre des manifestants porteurs d'armes blanches et à feu, et les forces de l'ordre, lundi 12 avril dans la chefferie de Bukumu, territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu), fait état de 7 morts, 22 blessés et des maisons incendiées. Le gouverneur Nzanzu a par ailleurs signé un arrêté portant interdiction de toute manifestation et instaurant un bouclage systématique de 18 h à 6 h du matin dans la commune de Karisimbi et le territoire de Nyiragongo, pour permettre aux services de sécurité de contrôler tout mouvement.

Retrait de la Monusco : Sama Lukonde promet de s'impliquer pour lever les préalables. Sama Lukonde a évoqué ses récents entretiens avec la cheffe de la Monusco, Bintou Keika, au cours desquels il a été fait état du plan de retrait de la mission onusienne : « Il a été fait mention du plan de désengagement de la MONUSCO, parce c'est un plan déjà existant; mais sur lequel il y a du retard, parce qu'il y a des préalables. Donc, ce que nous devons faire, c'est nous atteler à ce que ces préalables soient rencontrés. ».

Mardi 13 avril.

Gouvernement Sama Lukonde : les réactions des ministres sur les réseaux sociaux. Lors de l'installation du bureau d'âge à l'Assemblée nationale, elle était déjà la benjamine, Aminata Namasia sera également la benjamine de la nouvelle équipe gouvernementale. «La jeunesse a encore gagné», écrit-elle sur Twitter. Un autre visage de la jeunesse dans le gouvernement s'est exprimé sur le même réseau social : Patrick Muyaya. «Profonde gratitude à l'endroit du Président de la République qui me donne l'occasion de servir au sein du Gouvernement», écrit le nouveau porte-parole de l'équipe gouvernementale. Déjà ministre des Affaires foncières dans le précédent gouvernement, Molendo Sakombi garde son portefeuille. Maintenu également à son poste, Julien Paluku, ministre de l'Industrie, remercie Dieu de faire partie de «ceux qui vont participer au combat contre la pauvreté». Sele Yalaghuli, ministre des Finances félicite son successeur Nicolas Kazadi qu'il présente comme «un digne technocrate qui est parfaitement au courant des dossiers».

Les réactions de l'UDPS et du FCC. Le professeur Jean-Claude Tshilumbayi, député provincial et cadre de l'UDPS, a notamment mis en avant la jeunesse de plusieurs membres du gouvernement. Une jeunesse qui, selon lui, n'est pas seulement physique, mais aussi intellectuelle. Parlant de la taille de ce gouvernement constitué de 56 membres, il a argué que ce n'est pas le nombre qui compte, mais plutôt le travail qui sera produit. Me Ferdinand Kambere qui représentait le FCC dans le débat a regretté ce retard, affirmant que le pays fait face à des défis énormes dans le domaine de la sécurité, du social et de l'économie. Il a estimé qu'au-delà de sa configuration, ce gouvernement sera jugé par rapport au résultat. Le politologue Christian Moleka a dit constater que le gouvernement est «plus ou moins équilibré». Il a relevé la suppression du ministère de la décentralisation et la création d'autres ministères comme celui dédié au numérique. En outre, il a pointé le « déséquilibre géopolitique » de l'équipe gouvernementale.

Nord-Kivu : Khassim Diagne à Butembo pour consolider la paix. Après échange avec le comité urbain de sécurité, le numéro deux de la Monusco a indiqué : « Nous sommes ici sur invitation du gouvernement congolais. Donc la Monusco est là, derrière les Fardc. Et nous sommes en train de travailler avec elles pour élaborer un plan d'opération qui sera un peu plus robuste que ce qu'on a vu jusqu'ici, avec l'arrivée des forces spéciales dans le cadre de la Force de Brigade d'Intervention que vous connaissez la FIB, et cette force sera composée d'éléments agiles, d'éléments mobiles, et d'éléments qui seront à la disposition des forces armées de la RDC, pour pouvoir mener des opérations un peu plus visibles, un peu plus marquées. ». S'agissant des manifestations hostiles à la Monusco, Khassima Diagne a appelé la population au calme. Il estime que le dialogue peut résoudre les malentendus.

Début à l'Assemblée nationale de l'examen de la proposition de loi sur la réforme de la Ceni. Déposée depuis le 8 août 2019, la loi "Lutundula" propose des réformes profondes tant sur le mode de désignation des membres du bureau de la CENI que sur le fonctionnement et la responsabilité de cette institution devant la loi. Le député Christophe Lutundula, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, a motivé sa démarche par le fait que les trois cycles électoraux précédents (2005, 2011, 2018) ont connu des violences avec mort d'hommes ainsi que d'innombrables contentieux devant les tribunaux. Il relève aussi, dans sa proposition de loi, certains scandales financiers dans lesquels la Ceni a été citée et qui suscitent des suspicions quant à la gestion de ses finances. Il propose donc un effectif de 12 membres, au lieu de 7 qui doivent composer la Ceni. Ces membres seront désignés de manière équitable par les forces politiques représentées à l'Assemblée Nationale ainsi que par la Société civile à raison de quatre délégués par composante. Le président de la Ceni devrait être désignée par la Société Civile mais acceptée consensuellement par toutes les forces vives. Quant à la gestion de la Ceni, Lutundula propose qu'elle soit soumise au contrôle parlementaire et que les membres du bureau de la Ceni soient responsables devant la loi.

Beni : l'armée annonce avoir tué deux combattants ADF. Deux combattants ADF ont été tués la nuit dernière lors des combats avec des militaires congolais dans les localités de Lume et Masambu dans le territoire de Beni au Nord-Kivu.

Sud-Kivu : le gouverneur plaide pour le renforcement de la Monusco en vue rétablir la paix. « La Monusco est un grand partenaire stratégique pour la RDC et je tiens à saluer le travail que réalise aujourd'hui le bureau de la Monusco/Bukavu. Il y a une bonne collaboration de travail et d'entente entre moi et le chef de bureau Monusco, et je pense que nous allons continuer de travailler ensemble pour la recherche de la paix. Il faut absolument que la Monusco soit renforcée pour accompagner nos forces de défense pour rétablir la paix et surtout aussi continuer à protéger les civils». Il affirme aussi que la Monusco accompagne le gouvernement provincial dans la réhabilitation des infrastructures de base. **Goma : reprise timide des activités à Buhene.** La police nationale confirme le pillage d'une dizaine des magasins et boutiques ainsi que le déplacement de plusieurs familles vers les quartiers sécurisés de la ville de Goma. Des habitants renseignent que sur la chaussée de l'axe routier qui part du marché central de Virunga vers les quartiers où il y a eu des échauffourées, à Majengo et Buhene, les stigmates des scènes de violences restent toujours visibles. Buhene, les habitants les plus courageux qui sont sortis affirment avoir ramassé des tracts qui mettent en garde la population qui reprendrait des activités avant que l'objectif poursuivi par les manifestants ne soit atteint. **Butembo : les forces de l'ordre déployées dans les endroits stratégiques pour interdire toute manifestation.** Ces forces de l'ordre sont déployées dans les lieux où des barricades sont érigées par les manifestants, principalement dans les quartiers périphériques de la ville afin de dégager les voies. Le commissaire supérieur Polongoma affirme qu'il fait respecter la décision du gouverneur interdisant toute manifestation publique dans la province et invite les manifestants à s'y conformer. D'après le président de la société civile locale, cette situation déstabilise les paisibles citoyens, notamment les élèves qui se retrouvent dans la rue. La situation est la même à Kanyabayonga, rapporte la société civile locale. **Beni : situation calme après 9 jours de manifestations populaires.** Selon des sources locales, la reprise timide des activités est observée au centre-ville. Les motos taxis et quelques voitures sont visibles sur plusieurs artères. Le porte-parole de la police à Beni indique que la situation est sous contrôle et qu'aucun rassemblement ne sera autorisé, conformément à l'arrêté du gouverneur de province interdisant toute manifestation publique sur toute l'étendue de la province du Nord-Kivu. **Goma : la situation dégénère dans les quartiers Majengo et Buhene.** La situation, qui revenait progressivement à la normale avec la reprise timide du trafic et d'activités économiques, s'est brusquement estompée avec le crépitement des balles dans les quartiers de Buhene et Majengo. Selon des sources locales, ces manifestations ont pris aussi une connotation ethnico-tribale, impliquant les communautés vivant dans ces deux entités. Les sources anonymes de la police locale confirment en effet la présence des combattants Mai-Mai, venus de la région de Kibumba dans le territoire de Nyiragongo pour soutenir leurs frères ; alors que les combattants Nyatura se rallient à leurs frères hutus présumés. Les habitants, qui regagnaient progressivement leurs habitations, ont de nouveau retourné dans les quartiers où ils avaient trouvé refuge après les manifestations de lundi. Différentes sources avancent un bilan provisoire de six assaillants tués. **Goma : le CLC appelle à la cessation des violences.** Le Comité laïc de coordination, se dit consterné par les violences observées dans les quartiers Buhene, Turunga et Majengo. Le CLC appelle la population de Goma et ses environs à la cohabitation pacifique. Tout en condamnant toute tentative de manipulation de la population, l'organisation invite les autorités compétentes à agir dans le strict respect des droits de l'homme pour sécuriser la population.

Ituri : malgré le report sollicité par l'exécutif, l'assemblée provinciale tient à l'examen de la motion de censure. Le gouverneur de province avait sollicité quelques jours supplémentaires afin de répondre aux préoccupations des élus provinciaux. L'organe délibérant n'a pas répondu favorablement à cette demande. Une plénière a été organisée ce mardi. La plénière a décidé de renvoyer une deuxième invitation au gouverneur de province pour qu'il vienne présenter ses moyens de défense. S'il ne se présente pas, prévient l'assemblée provinciale, la plénière passe au vote de la motion de censure. Sur les 48 députés qui composent cette assemblée, 41 sont présents. Le quorum est donc atteint. **Bunia : activités paralysées à la suite de la motion de censure contre le gouvernement provincial.** Des éléments de la police sont déployés à certains endroits stratégiques pour étouffer toute manifestation pendant la plénière de l'assemblée provinciale consacrée l'examen de motion de censure contre le gouvernement provincial. Plusieurs magasins et institutions financières n'ont pas ouvert leurs portes au centre-ville. La tension montait d'un cran progressivement au fur et à mesure que la journée avançait. Des jeunes munis de bâtons, venus de Kasenyi à 55 km et de Shari à 12 km de Bunia, ont rejoint d'autres manifestants pour soutenir le gouvernement provincial. Toute la matinée, ils ont tenté en vain d'approcher de l'hémicycle pour empêcher la tenue de la plénière qui devait examiner la motion de censure contre le gouvernement provincial. **Le gouverneur Jean Bamanisa Saidi destitué.** L'assemblée provinciale a voté mardi 13 avril à Bunia la motion de censure contre le gouvernement provincial : 33 députés provinciaux, sur les 41 présents à l'Hémicycle, ont voté pour la déchéance. Le gouverneur de province, Jean Bamanisa, n'a pas répondu à l'invitation des élus pour présenter ses moyens de défense. Selon la loi, le gouverneur de province dispose alors de 48 h pour présenter sa démission et celle de son gouvernement au Chef de l'Etat. Toujours selon la constitution, ce gouvernement est déclaré démissionnaire. Il va continuer à gérer les affaires courantes jusqu'à l'organisation de nouvelles élections du gouverneur par la Ceni.

Tshopo : le gouverneur Lufungula visé par une motion de défiance. « On a humilié les députés, l'opacité de la gestion, la caporalisation des finances publiques, il y en a beaucoup. Vous verrez dans la motion lorsque nous allons discuter. Quatorze députés ont signé cette motion », a affirmé M. Mabikiyambeyi, le député provincial. Il dit avoir déposé la motion pour l'intérêt de la province de la Tshopo. L'invitation a été remise au gouverneur Lufungula pour qu'il vienne s'expliquer.

Réformes électorales : l'Assemblée nationale déclare recevable la proposition de loi de Lutundula. L'initiateur de ce texte, apporte des innovations visant à rendre à la Ceni son indépendance, sa neutralité ainsi que son impartialité. Il propose donc de nouvelles procédures et règles dans la désignation des membres du bureau de la Ceni et dans l'organisation et le fonctionnement de la Ceni.

Mercredi 14 avril.

Couvre-feu levé dans certaines provinces et raccourci à Kinshasa. Les autorités congolaises ont décidé de lever totalement le couvre-feu dans les provinces où le Coronavirus est «à faible circulation». Dans les autres provinces comme Kinshasa «où la courbe épidémique est descendante», le couvre-feu est maintenu mais il est raccourci. Il ne sera plus en vigueur qu'entre 22 heures et 4 heures du matin. La décision «est issue de la réunion entre le Chef de l'État et la Task Force Présidentielle afin d'évaluer la situation épidémiologique sur le territoire national ainsi que les mesures y relatives». Au cours de la même réunion, il a été annoncé le lancement de la campagne de vaccination contre le Coronavirus le lundi 19 avril prochain. La «Task Force Présidentielle» a assuré que le vaccin Astra Zanecca est disponible en RDC.

Noël Tshiani : « La présidence de la République doit être réservée à ceux qui sont 100% Congolais ». Noël Tshiani Muadiamvita, candidat malheureux à la présidentielle de 2018 en RDC, explique que cette proposition qu'il fait, est dans « l'intérêt national ». Pour lui, il s'agit de s'assurer que la RDC sera toujours « dirigée par l'un d'entre nous ». Dans une interview, l'ex-fonctionnaire de la Banque mondiale reconnaît cependant que le fait d'être Congolais « de père et de mère » n'est pas une garantie d'efficacité : « On n'a pas été préparé pour gérer le Congo comme il le fait. Et d'ailleurs, c'était préparé stratégiquement par le colonisateur pour qu'on puisse aboutir à une catastrophe sur le plan de la gestion. Maintenant, après Kasa-Vubu, il y a eu Mobutu, même chose, Kabila père, même chose, Kabila Fils, même chose. Ils n'ont été préparés, ça n'a rien à avoir avec le fait d'être Congolais. »

Kongo-Central : plus d'audiences foraines à la Cour d'appel depuis 5 ans. Des sources proches de cette juridiction renseignent que ces audiences qui permettent notamment de juger des personnes dans les lieux (ou proches des lieux) où des délits et crimes ont été commis ne se sont pas tenues depuis 2016. Faute de moyens financiers, la Cour d'appel ne se déplace plus vers ces tribunaux pour tenir les audiences des procès en appel. La juridiction ne percevrait plus de fonctionnement auprès du gouvernement.

Gouvernement Sama : l'évêque de Beni-Butembo espère un changement « incessamment ». « Nous devons nous féliciter. On a sorti un nouveau gouvernement. Pendant qu'ils s'occupaient de la formation de ce nouveau gouvernement, nous avons l'impression qu'ils nous avaient oubliés et abandonnés. Nous espérons que maintenant ils sont là, il ne faut pas attendre une semaine », fait savoir l'évêque, pressant le nouveau gouvernement s'occuper rapidement de la question de l'insécurité dans l'Est du pays. « Quand j'apprends que ceux qui barrent des routes tranchent des oreilles des autres, je crois que ce n'est pas ça. Est-ce que ceux-là aussi sont appréciés dans leurs villages, quelqu'un qui passe par la route, vous lui demandez d'ôter les souliers et marcher à pied, qu'est-ce que cela a à voir ». Le numéro deux de la Monusco, se réjouit d'avoir reçu plusieurs propositions de la part de l'évêque, visant l'imposition immédiate d'une paix durable dans la région de Beni et de l'Ituri.

Violences au Kivu et en Ituri : Jean-Pierre Bemba exprime son "effroi". "Outre les attaques barbares des groupes armés notamment les ADF, les conflits interethniques des tristes mémoires entre les Hema et les Lendu ainsi qu'entre les Nande et les Hutu ressurgissent, mettant en mal la coexistence entre les communautés ainsi que la stabilité du pays tout entier", écrit le leader du Mouvement de la libération du Congo (MLC), Jean-Pierre Bemba invite les institutions de l'Etat à prendre les mesures correctes sur la recrudescence de ces violences.

COVID-19 : la vaccination débute le 19 avril en RDC. La vaccination contre le Coronavirus avec le vaccin AstraZeneca débute le 19 avril sur toute l'étendue de la RDC. Elle sera volontaire, mais commencera avec le personnel soignant. Cette décision a été annoncée mardi 13 avril, au cours de la réunion de la Task force présidentielle contre cette épidémie. La vaccination va également concerner tous les travailleurs qui sont exposés au public. **Sud-Kivu : les autorités sanitaires sensibilisent la population sur le vaccin contre la COVID-19.** Les autorités sanitaires de la province du Sud-Kivu appellent la population cible à se préparer pour recevoir le vaccin AstraZeneca contre la COVID-

19. Parmi ces personnes, il y a le personnel médical, les personnes âgées de plus de 55 ans et les agents sociaux qui sont en contact permanent avec la masse. La division provinciale de la santé assure que ce vaccin n'est pas obligatoire.

Bintou Keita en visite à Lubumbashi dans le cadre de sa mission de bons offices. Arrivée mardi à Lubumbashi, la cheffe de la Monusco Bintou Keita a rencontré les autorités provinciales du Haut Katanga, des membres de la société civile ainsi que des personnalités politiques comme l'ancien chef de l'Etat Joseph Kabila et l'ancien gouverneur Moïse Katumbi, dans le cadre de sa mission de bons offices auprès des acteurs de la vie nationale congolaise. Avec les membres de la société civile, elle a notamment discuté des questions liées à la sécurité, la santé et l'éducation. Sur le plan sécuritaire, les membres de la société civile sont revenus sur les incursions récurrentes des miliciens Bakata Katanga et les morts qu'elles occasionnent et ont également relevé la recrudescence du banditisme dans les grandes villes de la province. Ils ont émis le vœu de voir le nombre des femmes augmenter dans les rangs des officiers de l'armée et de la police. Sur le plan de la santé, la société civile a plaidé pour que les humanitaires associent les membres des mouvements associatifs dans la sensibilisation de la population pour la réussite de certaines opérations dont la vaccination.

Manifestations à Butembo : la marche de la Lucha dispersée par la police. Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (LUCHA) a organisé mercredi 14 avril à Butembo une marche, qui devrait chuter au quartier général de la Monusco. Cependant, à quelques mètres du quartier général de la Monusco, ces militants ont été dispersés, et certains d'entr'eux embarqués par la police. En ce dixième jour de la paralysie des activités socio-économiques dans la ville de Butembo, tous les grands commerces et grandes activités socio-économiques sont encore fermés.

Manifestations à Beni : un calme apparent règne au centre-ville, des barricades toujours visibles. Des manifestants ont tenté de se rendre à Boikene, où se trouve la base de la Monusco, avant d'être dispersés par la police non loin du Rond-point Enra. Sur le boulevard Nyamuizi, le trafic a repris timidement, avec quelques taxi-motos et véhicules qui circulent. Quelques vendeurs d'essence sont aussi visibles aux abords du boulevard. En revanche, dans le quartier commercial de Matonge, boutiques et magasins, restent toujours fermés. Les activités scolaires, elles aussi sont toujours paralysées ; malgré l'appel de certains syndicats tel que le Syndicat des enseignants du Congo, la Confédération démocratique du travail, à laisser les enfants reprendre le chemin de l'école pour ne pas perturber l'année scolaire. **Beni : les élèves demandent la réouverture des écoles fermées à la suite des manifestations populaires.** « Nous vous informons que les élèves restent victimes dans la crise sécuritaire à Beni entre autres massacres des civils, kidnappings, incendies des camions et autres choses. Nous demandons ce qui suit : La reprise des activités scolaires sans aucune condition ; au gouvernement, de rétablir la paix dans l'Est du pays, car en l'absence de la paix [les élèves] sèchent des cours. » Le président de la coordination des comités d'élèves de Beni invite également le Parlement à inscrire la question de Beni sur les matières à traiter et aux manifestants «de ne pas considérer les écoles comme leurs cibles. Car, en troublant l'ordre dans des écoles, vous violez les droits des enfants».

600 écoles conventionnées catholiques désactivées de la liste de paie, déplore la Cenco. Le secrétaire général de la Cenco, l'abbé Donatien Nshole, a dénoncé cette désactivation, assurant qu'il n'existe pas d'écoles fictives conventionnées catholiques. L'Eglise catholique est prête à offrir son expertise pour aider l'Etat à voir clair dans ce dossier. « Nous encourageons ce travail pour mettre fin à la circulation de faux documents et à la création des écoles anarchiques », a assuré le secrétaire général de la CENCO, avant de poursuivre : « Jusque-là, nous n'avons aucun élément, même pas une interpellation des autorités, parce que je ne vois pas est-ce que ça peut exister dans les réseaux catholiques. »

Kwilu : début des travaux de réhabilitation du tronçon Gungu-Kikwit. Le président de société civile locale précise que ce chantier est financé par le député national Willy Makiashi, élu de Gungu. Pour lui, les moyens mis à disposition par cet élu de Gungu pour ces travaux ne suffisent pas d'apporter une solution durable sur cette route d'intérêt provincial, coupée depuis le 1^{er} avril par deux grands ravins, rendant ainsi le trafic impossible. Il invite le gouvernement provincial du Kwilu à réhabiliter cette route qui reste dans ses attributions. Ces travaux qui viennent de débiter vont faciliter la reprise trafic sur ce tronçon.

Jeudi 15 avril.

Présidence: Félix Tshisekedi nomme trois directeurs de cabinet adjoints. Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, a nommé M. André Wameso, Mme Nicole Bwatsha et M. Olivier Mondonge, directeurs de cabinet adjoints, chargés respectivement des questions économiques et financières, des questions juridiques, politiques et diplomatiques ainsi que du progrès social.

Beni : la société civile locale alerte sur les conditions de vie des déplacés à Mabalako. Dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, la société civile du groupement de Baswagha-Madiwe exprime sa préoccupation au sujet des conditions de vie des déplacés de guerre qui ont trouvé refuge à Mabalako. Certains sont accueillis dans des familles d'accueil alors que d'autres qui étaient dans un camp temporaire commencent à le quitter pour vivre comme ils le peuvent dans la

communauté. Il s'agit d'environ sept cents ménages à avoir fui les atrocités dans le secteur de Ruwenzori pour trouver refuge à Mabalako. A leur arrivée, la société civile avait demandé à la population de les aider. Selon le président des organisations de la société civile locale, les choses se sont compliquées depuis à cause de la dégradation des conditions de vie de la population locale, elle-même confrontée à des difficultés économiques.

Nord-Kivu : le patron de la police de Beni appelle les manifestants au respect de l'arrêté du gouverneur. « Je ne peux qu'appeler les jeunes à mettre en pratique les instructions du gouverneur de province. Les enfants doivent aller à l'école, on interdit aux enfants de ne pas aller étudier, ils sont innocents, ils ont besoin d'apprendre (...) Sur le plan économique, les commerçants veulent quand même faire leurs activités, on les empêche. Il y a certains jeunes qui commencent même à dégonfler les pneus, qui commencent même à tabasser la population qui ne veut pas adhérer dans ce mouvement là et à ravir les biens, les souliers, de l'argent, ce qui n'est pas bien ».

Willy Mishiki recommande la transformation du mandat de la Monusco en une force d'imposition de la paix. Dans une déclaration faite à la presse mercredi 14 avril à Kinshasa, le président de l'Union nationale des nationalistes (UNANA) et notable du Nord-Kivu, Willy Mishiki recommande au gouvernement de renégocier la convention de siège pour changer le mandat de la Monusco en une force d'imposition de la paix. « Je crois que nous pouvons encore renégocier la convention de siège signé avec la Monusco. La sécurité de la RDC relève de la compétence des forces armées, et de la police nationale. La Monusco ne vient qu'en appui. Et je crois que nous devons plus solliciter l'appui logistique de la Monusco que de demander qu'eux même soient au front », a-t-il proposé. Il a par ailleurs dénoncé les attaques et autres menaces contre la Monusco et ses installations dans la partie Est de la RDC.

Le RCD-KML invite le nouvel exécutif à s'attaquer « immédiatement » à la lutte contre les tueries de l'Est. Ne faisant pas partie de ce gouvernement, le RCD-KML rappelle le caractère urgent et prioritaire de la problématique de la sécurité dans les Kivu et en Ituri. Le secrétaire général du RCD-KML, Grégoire Kiro Tshongo insiste également sur la misère de la population, mais aussi à l'organisation des élections dans le délai constitutionnel.

Kinshasa : le prix de l'œuf a presque doublé sur le marché. Du côté des grossistes, on explique cette hausse par une baisse de l'offre. Les commerçants disent ne plus recevoir la quantité suffisante pour approvisionner la ville de Kinshasa. L'entreprise « Mino Congo » qui fournit la plus grande quantité des œufs dans la ville reconnaît une baisse de sa production. Selon un responsable de cette firme, à la suite de la COVID-19, l'entreprise a connu un retard dans la réception de ses poussins, importés habituellement de la Belgique. Mino Congo promet une amélioration les mois qui viennent.

Kyungu wa Kumwanza : «Il n'est pas dit que pour être utile à la nation, il faut nécessairement être ministre». Le patron de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC) invite les personnes qui n'ont pas été retenues dans le gouvernement de continuer à soutenir le président de la République.

«Nous promettons notre appui à l'équipe pour suivre la vision du chef de l'Etat dans le cadre de l'union sacrée. L'UNAFEC a opté pour garder son calme et accepter ceux qui seront choisis parce qu'ils le méritent. Cela n'est pas de la méchanceté du chef de l'Etat mais bien au contraire. Nous avons déjà fait notre choix, c'est cheminer avec le chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi dans le bonheur comme dans le malheur», explique Gabriel Kyungu. Le président de l'UNAFEC explique ainsi que tout le monde ne pouvait pas obtenir de portefeuille dans la nouvelle équipe gouvernementale.

Tshopo : le porte-parole du gouverneur estime que la motion contre Walle vise à déstabiliser la province. Le porte-parole du gouverneur de province que la démarche visant à déchoir le gouverneur ne respecte pas les textes. Il a fait cette déclaration après le dépôt, par un groupe de députés provinciaux d'une motion de défiance contre le gouvernement provincial. Il affirme que cette motion est inopportune et sans intérêt pour la population de la Tshopo. Selon lui, le gouverneur répondra à l'invitation des députés ce jeudi pour présenter ses moyens de défense. Le porte-parole dénonce par ailleurs l'hypocrisie des députés provinciaux.

Pour Christophe Lutundula, sa proposition de loi va garantir à la commission électorale son indépendance. Christophe Lutundula, député nationale et auteur de la proposition de loi organique qui doit modifier l'actuelle loi portant organisation et fonctionnement de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et réformer le système électoral de la RDC, estime que l'adoption de cette loi garantira à la Ceni son indépendance et son impartialité. Ce qui va changer. Au lieu de 7 membres, Christophe Lutundula propose un effectif de 12 membres qui doivent composer la Commission électorale nationale indépendante. Ces membres seront désignés de manière équitable par les forces politiques représentées à l'Assemblée nationale notamment la majorité et l'opposition et, en dehors, de l'hémicycle par la société civile, à raison de 4 délégués par composante. Selon sa proposition, nul ne peut être désigné membre de la CENI s'il a appartenu à une organisation politique au cours de cinq dernières années précédant sa désignation.

« **Les massacres sont odieux et nous devons faire mieux** », déclare **Bintou Keita**. Devant la presse, Bintou Keita dit ne pas douter de «la sincérité de nombreux manifestants ». Mais il en appelle «à la responsabilité de chacun». «Les menaces, les intimidations et la violence sont inacceptables et dans un Etat de droit, susceptibles de poursuites judiciaires. Elles sont non seulement inacceptables mais totalement contre-productives», fait savoir la cheffe de la Monusco, ajoutant cependant que «chaque Congolais est libre de critiquer la Monusco, d'estimer que cette dernière ne remplit pas son rôle, et de demander au gouvernement notre départ. Ne vous laissez pas abuser : si une guerre asymétrique se joue avec les ADF, une guerre psychologique est aussi en cours, avec pour armes les intox, les mensonges et les calomnies diffusées sur les médias sociaux, pour faire douter la population de l'identité du véritable ennemi.» Pour faire face aux violences, qui continuent de déchirer plusieurs zones dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et de l'Ituri, Bintou Keita assure que la mission onusienne est «pleinement mobilisée pour ramener la stabilité [...] en appui» de l'armée, de la police et de la justice congolaises. «De mon côté, je continuerai inlassablement mon plaidoyer pour que vos autorités travaillent à améliorer les conditions de vie et de travail des FARDC et de la PNC, l'une des conditions essentielles pour que vos forces de sécurité puissent remplir leurs responsabilités convenablement.»

Le maire de Beni salue l'engagement de Bintou Keita à contribuer au retour de la paix. « Nous avons remercié l'arrivée de cette autorité de la Monusco dans notre pays (pour) nous appuyer pour continuer à baisser la tension de la population, qui ne jure que par la paix dans la ville de Beni. Et c'est au tour de cette question de la paix que nous avons échangé avec madame la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies. Et nous pensons qu'avec les échanges, on ne va pas étaler les stratégies qu'on a dû arrêter », a rapporté Modeste Bakwanamha.

Beni : reprise timide de trafic sur le boulevard Nyamwisi. Des motos et quelques voitures étaient visibles sur cette grande artère de la ville, contrairement aux jours précédents. Quelques boutiques ont pu ouvrir leurs portes ainsi que quelques pharmacies et vendeurs de carburant. Des institutions bancaires, scolaires et autres établissements restent encore fermés tout comme le centre commercial de Matonge. Quant aux groupes des jeunes de la LUCHA qui voulaient ce matin se rendre à la MONUSCO pour manifester, ils ont été dispersés par la police. **Butembo : 11ème jour de paralysie des activités.** Les tenanciers des boutiques, magasins et autres maisons de commerce, au niveau du centre commercial, ont été présents ce jeudi 15 avril dans la matinée devant leur différente porte. Ils sont donc restés regroupés devant leurs portes sans pourtant les ouvrir. De même que la circulation est restée timide dans le centre commercial. Contacté, le maire de Butembo met en garde tous ceux qui sèment le trouble dans la ville. D'après lui, les activités doivent reprendre. **Goma: les activités socio-économiques ont repris dans les quartiers Majengo et Buhene.** Après trois jours des échauffourées qui ont secoué depuis lundi 12 avril les quartiers populaires des Majengo et Buhene, les activités socio-économiques ont repris. Selon les sources de la police la circulation a repris normalement, les écoles, les commerces ainsi que le grand marché de ces deux quartiers, ont repris leurs activités comme à l'accoutumée. Les quelques familles qui ont fui les méfaits et les sévices occasionnés par le débordement des manifestants au début de cette semaine, regagnent leurs habitations. Les autorités mettent en garde les tireurs des ficelles ou tout autre acteur qui véhiculerait les messages de haine et division entre ces communautés.

Nord-Kivu : 3 morts et des blessés lors des affrontements entre l'armée et la coalition APCLS-Nyatara Banzungu à Masisi. A Kirumbu les miliciens de l'APCLS coalisés aux Nyatura Bazungu ont attaqué la position militaire. Après 3 heures d'échanges de tirs, l'armée est parvenue à maîtriser la situation. Selon la société civile de Bashali, 2 assaillants ont été tués, 5 autres blessés et une arme AK47 récupérée par les FARDC. Du côté de l'armée, on a noté 4 blessés. A Busumba, les militaires Fardc en sous-effectif, sont tombés dans une embuscade tendue par la même coalition. C'est à Kihimba précisément qu'un militaire a été capturé avant d'être mutilé par ces combattants. Les sources dans cette région confirment la reprise des villages Bweru et Kivuye par les Fardc après y avoir délogé les combattants de cette coalition.

Ituri : 7 personnes tuées par des miliciens de la Codeco à Fataki. Les miliciens de la Codeco occupent depuis mercredi dernier des villages à la périphérie du centre commercial de Fataki, à 85 km de Bunia. Selon des sources concordantes, sept personnes ont été tuées et plusieurs maisons incendiées par ces rebelles. La population de ces entités a trouvé refuge à la base de la Monusco qui a intensifié les patrouilles dans la zone pour la protection des civils.

«**Le vaccin AstraZeneca ne présente aucun danger**», affirme le ministre **Eteni**. «La campagne de vaccination devait commencer avant, mais nous l'avons un peu repoussée à cause de certaines inquiétudes relevées notamment dans certains pays européens dans l'utilisation du vaccin AstraZeneca. C'est ainsi que nous, ici en RDC, nous avons pris des précautions pour ne pas commencer la vaccination. C'est ainsi qu'après des études en Europe, et après d'autres études et analyses ici chez nous par notre comité scientifique qui est composé de brillants scientifiques, nous sommes arrivés à la conclusion selon laquelle les avantages, les bénéfices du vaccin AstraZeneca sont plus nombreux que les effets secondaires signalés.»

Le ministre sortant de la Santé assure que ce vaccin ne cause pas de problèmes et plusieurs pays africains l'utilisent déjà.

Ituri : la société civile préoccupée par l'escalade de violences à Djugu. Des miliciens du groupe armé Codeco sont accusés de commettre plusieurs crimes ; notamment l'incendie du village Bassa le mardi dernier. La même journée, ils ont incendié un camion transportant des marchandises. Par ailleurs, des actes de représailles commis de part et d'autre prennent de l'ampleur entre les communautés. Des cas de pillages des biens et des tueries sont aussi signalés; ce qui pousse les habitants de plusieurs entités de la chefferie de Bahema Badjere, de Bahema Baguru et de Mambisa et de Djatsi à quitter la zone. Cette situation prend des proportions inquiétantes, affirme la société civile de ce territoire.

Le gouvernement attendu à l'Assemblée nationale pour présenter son programme. Conformément à l'article 90 de la Constitution, avant son entrée en fonction, le gouvernement qui est une émanation de la majorité parlementaire, doit défendre son programme à l'Assemblée nationale qui procèdera à son investiture. Bien que nommé depuis près de 72 heures, le gouvernement Sama Lukonde n'est pas encore en fonction jusqu'à son investiture par les députés. Deux jours après sa publication, le gouvernement Sama Lukonde s'attèle en ce moment à la rédaction d'un programme du gouvernement concerté avec tous les partenaires de l'Union sacrée. Il devra tenir compte de la vision du Président de la République, avec qui le gouvernement définit la politique de la Nation et en assume la responsabilité, en vertu de l'article 91 de la Constitution. Et ce n'est qu'après son investiture que le gouvernement procèdera à la remise et reprise avec l'équipe sortante et entrera effectivement en fonction.

Kinshasa : Israël Mutombo, présentateur de l'émission Bosolo Na Politik, arrêté. Le journaliste Israël Mutombo, présentateur de l'émission Bosolo Na Politik, a été arrêté jeudi 15 avril matin sur son lieu de travail à Kinshasa par des agents de l'Agence nationale des renseignements (ANR). L'un des collaborateurs d'Israël Mutombo, indique que le motif de son arrestation n'a pas été dévoilée. Il estime qu'il s'agirait d'une « arrestation d'opinion, par le simple fait qu'il avait - dans une vidéo qui est devenue virale hier - dénoncé les antivaleurs qui prenaient un peu le dessus sur le patriotisme ».

Le journaliste Israël Mutombo « enfin libre ». Il annonce dans un tweet sa mise en liberté après avoir passé toute la journée en détention. « Merci aux confrères journalistes pour le soutien, merci aux politiciens du FCC, du CACH et de LAMUKA. Merci aux activistes de droit de l'homme. Merci surtout au peuple congolais », poursuit Israël Mutombo, avant d'affirmer: « Pour l'amour de mon peuple, je ne me tairai point. »

Près de 200 députés exigent un réaménagement du gouvernement Sama avant son investiture. Ces élus du peuple estiment que la composition de ce gouvernement n'a pas tenu compte de la représentativité nationale, telle que garanti par l'alinéa 3 de l'article 90 de la Constitution. Pour eux, les équilibres géopolitiques n'ayant pas été respectés, ce gouvernement doit être réajusté avant son investiture. Pour eux, il est anormal que certaines provinces comme le Sud-Kivu, le Kasai-Central et le Kongo-Central comptent au moins six ministres chacune ; alors que d'autres comme le Nord-Ubangi, le Haut-Uele et le Mai-Ndombe n'ont aucun ministre au sein du gouvernement Sama. Ils dénoncent par ailleurs la répartition injuste des ministères entre l'UDPS et les autres partis et regroupements qui comptent plus de députés. Ils demandent donc un réajustement du nouveau gouvernement avant son investiture par l'Assemblée nationale.

Pourtant, peu avant la sortie de son gouvernement lundi dernier, Sama Lukonde avait décrit les critères de cette équipe : Taille réduite ; Participation de la femme ; Participation de la jeunesse ; Représentativité nationale et inclusivité des forces politiques.

